



JAB
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 41
Septembre - September
Settembre 2013
Tirage/Auflage/Tiratura:
132'000

ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

LSCV
Case postale 148, 1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch
Mitgliederbeitrag / Cotisation
Membre Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6
IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6
BIC POFICHBEXXX

Quel contrôle de l'expérimentation animale à Fribourg ?

Une commission pipeau et illégale
Des contrôles d'expériences minimalistes

Contenu en Français,
p. 2 - 11

Wie steht es tatsächlich um die Kontrolle von Tierversuchen in Freiburg?

Eine trügerische und illegale Kommission
Minimalistische Kontrollen
der Tierversuche

Inhalt Deutsch
S. 12 - 21



Quale controllo sulla sperimentazione animale a Friburgo ?

Una commissione fantoccio ed illegale
Ridotti al minimo i controlli degli esperimenti
Contenuto in italiano, p. 22 - 31

Edito

Chers Membres,
Chers amies et amis de la Ligue,
Chers lectrices et lecteurs du canton de Fribourg, qui recevez ce journal en distribution tout ménage,

En septembre 2009, les organisations LSCV, ATRA et AG STG organisaient en ville de Fribourg une journée d'information et de manifestation contre l'expérimentation animale sur la Place Georges-Python. Si les expériences sur les singes menées à l'université étaient dénoncées, l'action visait surtout à informer la population fribourgeoise sur le peu de relevance scientifique des résultats issus des expérimentations animales, ainsi que l'absence de moyens consacrés au développement de nouvelles méthodes de recherche, comme l'utilisation de cultures de cellules ou de tissus humains et de données informatiques.

Quatre années ont passé et on ne peut que déplorer l'absence d'engagement de l'université fribourgeoise dans ce domaine. Alors que dans toute la Suisse le nombre d'animaux utilisés pour l'expérimentation animale en 2012 a baissé de 8,4 %, le canton de Fribourg enregistre quant à lui une hausse de 43% avec l'utilisation de 12'385 animaux.

Les expériences menées à l'université sont principalement exécutées avec de l'argent issu des contributions publiques. Nos impôts financent donc des expérimentations animales, des carrières académiques et des postes universitaires. Mais quels résultats pour la santé publique ? Les dizaines de millions de francs injectés dans ces études ont-elles permis la mise au point de nouvelles thérapies ? Ont-elles permis une meilleure connaissance des maladies humaines ? Ou alors, toutes ces souffrances animales n'ont-elles contribué qu'à financer quelques dizaines d'articles dans des publications scientifiques. Lesquelles s'ajouteront aux 2,5 millions d'articles publiés dans le monde chaque année ?

Pour s'assurer du caractère « indispensable » d'une expérience, à savoir juger notamment de son intérêt scientifique en termes de nouvelles connaissances attendues, que ce soit pour la santé humaine ou animale, les cantons ont l'obligation de créer des commissions indépendantes des autorités cantonales. Composées de spécialistes elles doivent évaluer le bien-fondé des demandes d'expériences déposées par les chercheurs.

Dans le canton de Fribourg, pas de problèmes. Pour s'assurer une expertise qui ne fasse pas de vagues et permette à l'université de faire tout et n'importe quoi, les autorités ont décidé, non seulement de composer une commission majoritairement favorable à l'expérimentation animale, mais aussi de bombarder du titre de « représentant de protection des animaux » un simple vétérinaire et ceci dans la plus parfaite illégalité. Le tout, naturellement, encore avec l'argent des contribuables.

Alors, quel est le réel contrôle des expérimentations animales à Fribourg ?

Nous invitons toutes nos lectrices et tous nos lecteurs à signer la pétition publiée en page 6 de ce journal et à nous la retourner d'ici le 10 novembre 2013. Cette pétition sera déposée à l'attention des députés du Grand Conseil fribourgeois.

Nous vous remercions toutes et tous pour votre soutien et vous adressons nos meilleures salutations.

Maxime Moret, Président

Des expérimentations

Pour une partie de la population, les souffrances infligées aux animaux pour la recherche médicale sont admissibles si les expériences menées apportent de nouvelles connaissances dans la compréhension des maladies ou permettent la mise au point de nouveaux traitements.

Pour le chercheur, il s'agit de justifier le caractère « indispensable » de son expérience, tel que défini à l'article 17 de la loi sur la protection des animaux (LPA), lorsqu'il dépose une demande d'autorisation auprès de l'autorité cantonale.

Mais pour ce chercheur, le conflit d'intérêt est évident. Au delà du réel intérêt scientifique ou non de son étude, il y a aussi pour lui le caractère indispensable de pouvoir travailler, de publier ses résultats, d'obtenir de nouveaux fonds pour poursuivre sa carrière académique et payer ses factures.

Pour l'autorité cantonale aussi, le conflit d'intérêt n'est pas négligeable. Refuser une expérience au juste motif qu'elle n'est pas justifiée n'impacte pas seulement l'activité économique du chercheur, mais aussi celle de l'institution dans laquelle il travaille. Et par voie de conséquence, celle du canton.

Une expérience interdite à Genève qui déménage sur Vaud

On peut citer l'exemple d'une expérience interdite en 2011 par le canton de Genève¹ à un chercheur de son université. Celui-ci a simplement déménagé son activité à l'université de Lausanne, après que l'autorité vaudoise lui ait délivré sans discuter l'autorisation nécessaire. Ce n'est pas uniquement un poste de travail qui déménage, mais aussi le financement de plusieurs centaines de milliers de francs alloués par la Confédération pour cette étude, qui quitte l'université de Genève pour celle de Lausanne.

Le pouvoir politique du canton de Vaud se frotte les mains d'avoir une autorité cantonale aussi compréhensive pour ses intérêts. A l'inverse, l'autorité genevoise a des comptes à rendre alors qu'elle n'a fait qu'appliquer la loi.

Dans des cantons comme Bâle-Ville, où l'industrie pharmaceutique dispose d'un réel poids économique, on peut facilement imaginer la marge de manœuvre des autorités cantonales dans ce domaine.

Des commissions cantonales comme garde-fous...

C'est à la suite de plusieurs scandales dénoncés par voie de presse et pour réduire ces conflits d'intérêts, que les chambres fédérales ont fixé en 1992, par voie législative, l'obligation pour les cantons autorisant des expérimentations animales, de créer des commissions cantonales

IMPRESSIONS Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnu d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette :** LSCV **Impression :** Atar Roto Presse SA, sur papier recyclé 60 gm² **Comité de rédaction :** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret. **Adresse :** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE

Le bureau est ouvert du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, le vendredi de 9h00 à 12h00.

T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - Cotisation annuelle des Membres : Minimum CHF 15.--

CCP 12-2745-6 - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX

animales « indispensables » ?

indépendantes de l'autorité. Composées de spécialistes et de représentants de protection des animaux, elles ont le mandat d'étudier chaque nouvelle demande d'expérience déposée par les chercheurs et d'émettre un préavis à l'attention de l'autorité.

... qui deviennent des commissions alibis

De nombreux cantons ont rivalisé d'imagination pour neutraliser leurs commissions ou les rendre inopérantes. A chaque modification de législation, le parlement fédéral a toujours plus mieux décrit leurs prérogatives et modes de fonctionnement, en vain. La dernière adaptation entrée en vigueur en septembre 2008 a bien obligé les cantons à revoir leurs législations, mais sans grand effet. Certaines autorités œuvrant dans des cantons à vocation agricole n'ont pas les compétences requises pour étudier des projets dans des domaines aussi pointus que la recherche médicale. Il est ainsi préférable pour elles de ne pas avoir à se confronter avec des commissions qui contesteraient leurs décisions. D'autres cantons ont de tels intérêts économiques en jeu, qu'il est aussi préférable pour eux, que des expériences inutiles y soient exécutées, plutôt qu'elles soient faites dans le canton voisin. Dès lors, avoir une commission alibi relève de l'intérêt cantonal, à l'image des cantons comme Vaud, Neuchâtel, le Tessin, Bâle-Ville et Bâle-Campagne. Mais qu'en est-il à Fribourg ?

Fribourg : Nouvelle législation censée mieux encadrer la recherche sur animaux

Le 21 avril 2011, l'Etat de Fribourg mettait en consultation publique la révision de sa législation cantonale en matière de protection des animaux. Trois ans après l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions fédérales, il était temps que ce canton adapte ses dispositions.

Concernant la composition de la nouvelle commission sur l'expérimentation animale, le Conseiller d'Etat Pascal Corminboeuf en charge du DIAF² rappelait en préambule :

« Ainsi que l'exige le droit fédéral, et l'avant-projet de loi le répète, la Commission cantonale des expériences sur animaux doit être indépendante de l'autorité décisionnelle et les organisations de protection des animaux devront y être équitablement représentées ».



La nouvelle loi (LCPA) et son règlement (RCPA) sont entrés en vigueur le 20 mars 2012. Concernant la commission, l'article 6 LCPA dispose :

- ¹Une Commission pour l'expérimentation animale, indépendante de l'administration, est instituée.*
- ²Cette Commission est composée de sept à neuf spécialistes, notamment issus du monde scientifique, et les organisations cantonales de protection des animaux y sont équitablement représentées.*
- ³La Commission surveille et avalise le protocole final de chaque expérience.*

La constitution de la commission, est quant à elle fixée par l'art.3 RCPA. Malin, le Conseil d'Etat se réserve la charge d'élire son Président et son vice-président. On est jamais trop prudent. La composition de la commission se répartit comme suit :

- a) deux personnes représentant des organisations dont le but statutaire est la protection des animaux ;*
- b) deux scientifiques issus soit de l'enseignement supérieur, soit d'une industrie réalisant des expériences sur animaux ;*
- c) deux vétérinaires, dont un ou une au moins doit être membre de la Société des vétérinaires fribourgeois ;*
- d) une personne au bénéfice d'une formation juridique et/ou en éthique ;*
- e) pour autant que nécessaire, une ou deux autres personnes dont la formation et les domaines d'intérêt permettent d'assurer une composition de la Commission conforme au droit fédéral.*

Fribourg : une commission pipeau. Et illégale

A l'exception de la mainmise injustifiée du Conseil d'Etat quant à la nomination des présidents et vice-président de la commission, laquelle constitue une atteinte évidente de son indépendance, la nouvelle composition de la commission semblait cohérente et représentative des intérêts en jeux. Et rien ne laissait présager les absurdes et illégales manœuvres du Conseil d'Etat et de l'autorité cantonale pour composer, non pas une commission telle que prévue par la législation, mais une commission qui ne répondre qu'à leurs strictes intérêts.

En premier lieu, selon l'art.3 du règlement, la commission doit comprendre deux représentants des milieux de la recherche. Pas de soucis, le Conseil d'Etat en nommera trois : Deux pour la recherche publique (universités), un pour la pharma (Novartis). Faisant ainsi de la recherche sur animaux la représentation la plus importante de la commission.

Toujours selon le règlement, deux vétérinaires censés avoir des intérêts neutres doivent être nommés. Le CE n'en nommera qu'un. Le deuxième vétérinaire « neutre » étant en fait Madame animal welfare de la faculté des sciences de l'université de Fribourg, où se déroulent une grande partie des expériences *in vivo*. Par la même occasion, le CE la nomme à la présidence de sa commission. Et au cas où cela ne suffirait pas à défendre les intérêts de l'université fribourgeoise, un troisième de ses représentants siège aussi dans la commission.

Le pire reste à venir. Au printemps 2012, la SPA fribourgeoise soumet la candidature du Dr André Ménache, pour le deuxième siège de représentant de protection des animaux. Avec une solide pratique en médecine vétérinaire,

des connaissances pointues dans le domaine de l'expérimentation animale et surtout dans les méthodes permettant leur remplacement, le Dr Ménache est un candidat dont les compétences ne peuvent être contestées.

Le service vétérinaire cantonal (SAAV) l'auditionne avec grande amabilité, lui assure par la suite que sa candidature suit son cours.

Dans le même temps, le SAAV s'active à faire le tour de ses connaissances pour l'évincer. Bingo. Un autre vétérinaire accepte ce poste. Il sera bombardé du titre de représentant de protection des animaux, bien qu'il ne représente aucun organisme de ce nom. Il sera nommé comme le reste de la commission le 11 décembre 2012.

Surréaliste explication du Conseil d'Etat

La LSCV interpellera le 11 mars et le 17 avril 2013 la Conseillère d'Etat Marie Garnier sur l'illégalité de la nomination du vétérinaire et sur les procédés douteux du SAAV, rappelant « *qu'aucune organisation cantonale dont le but statutaire est la protection des animaux n'a proposé sa candidature, ni accepté d'être représenté au sein de la commission par lui* »³.

Marie Garnier répondra ne pas y voir de problème. Oui, le vétérinaire n'est présenté par aucune organisation, mais il est membre de la société vaudoise pour la protection des animaux (SVPA). Ce qui de facto en fait un digne protecteur des animaux à même de représenter cette organisation⁴. La SVPA qui refuse depuis des années de présenter des candidats pour la commission vaudoise après avoir subi pareilles manœuvres de son ex-vétérinaire cantonal, appréciera d'avoir un représentant à Fribourg sans le savoir.

Pour Marie Garnier, on comprend donc que ce vétérinaire pourrait être membre de l'amicale chilienne des colibris en péril, sa légitimation à siéger dans cette commission en serait tout autant assurée.

Interrogé peu après sa nomination par la LSCV, le vétérinaire contesté a eu l'honnêteté de reconnaître que c'était bien le SAAV qui lui avait proposé de siéger dans la commission. Sans le prévenir que sa nomination visait à empêcher celle du Dr Ménache. Mais on regrette qu'une fois informé de la situation, il n'ait pas démissionné pour se démarquer des méthodes de cette administration.

Nous attendons maintenant une réaction intelligente du Conseil d'Etat fribourgeois. Qu'il désavoue les méthodes du SAAV et recompose sa commission afin de lui permettre de jouer le rôle qui est le sien. Et bien sûr, qu'il nomme le Dr Ménache au sein de la commission. En cas contraire, comment les habitants et contribuables fribourgeois pourraient-ils avoir confiance en leurs autorités de contrôle ?

Notes :

¹ <http://www.ge.ch/codof/doc/commission-cantonale-experiences-animaux-2012.pdf>

² Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts DIAF - Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft ILFD

³ http://lscv.ch/images/actions/petitions/2013/fribourg/2013_04_17_lscv_a_ce_fribourg.pdf

⁴ http://lscv.ch/images/actions/petitions/2013/fribourg/2013_05_08_ce_a_lscv.PDF

Les représentants de protection des animaux sont-ils infréquentables?

Y a-t-il une raison pour laquelle le Conseil d'Etat fribourgeois manœuvre aussi grossièrement pour écarter les candidatures des organisations de protection des animaux ? Les animalistes sont-ils des illuminés avec lesquels il est préférable de ne pas travailler ? Dans le canton de Genève, la commission cantonale sur l'expérimentation animale avait été dissoute en 2008 suite à de graves disfonctionnements internes. Le représentant de la Ligue suisse contre la vivisection est pourtant le seul membre à avoir été renommé par le Conseil d'Etat genevois.

Trop d'animaux sont-ils utilisés pour la recherche ?



Luc Fournier, Vice-président de la LSCV, membre de la commission genevoise depuis 1997 : Ces deux dernières années dans le canton de Genève, il a été possible de retirer plus de 10'000 animaux parmi les 230 nouvelles demandes d'expériences déposées par les chercheurs, ce qui correspond environ à 10% des animaux prévus pour mener ces études. C'est un chiffre important dans le sens où ces études sont principalement financées par les contribuables. Il ne s'agit donc pas seulement de souffrances inutiles infligées aux animaux, mais aussi de gaspillage de fonds publics.

La commission refuse-t-elle des demandes ?

6 projets ont été refusés par la commission et l'autorité cantonale. Aucun refus n'a fait l'objet d'un recours de la part des chercheurs. Malgré tout, sur 230 nouvelles demandes, ce n'est pas beaucoup. Le pire étant quand une demande refusée à Genève est autorisée ailleurs. La législation suisse est sensée être l'une des plus sévères au monde. Encore faut-il qu'elle soit appliquée. Les cantons de Vaud et Bâle autorisent les pires expériences. Beaucoup d'autres comme Fribourg, Neuchâtel ou le Tessin manœuvrent pour que leurs procédures restent opaques.

Quel contrôle de l'expérimentation animale à Fribourg ?

Le 16 septembre 2009, les organismes AG STG, ATRA et LSCV déposaient au secrétariat du Grand Conseil fribourgeois plus de 19'000 signatures soutenant la pétition « *Non aux expériences sur les singes à l'université de Fribourg* ». Le texte de la pétition invitait les autorités à « *définitivement abandonner la recherche médicale non seulement sur les singes mais également sur tous les animaux* », et visait à « *encourager le développement de méthodes innovatrices, n'ayant pas recours aux animaux, comme les modèles cellulaires et tissulaires humains ou bioinformatiques, et remplacer les expériences sur les animaux par des méthodes plus éthiques et plus scientifiques pour la recherche médicale* ».

La commission des pétitions du Grand Conseil fribourgeois s'est penchée une première fois sur cette pétition le 12 octobre 2009. Le 17 mars 2010, son rapporteur Dominique Butty (PDC/CVP,GL) déclarait : « *Une expérience a montré que des singes rhésus refusaient plusieurs jours durant de tirer sur une chaîne libérant de la nourriture si cette action envoyait une décharge électrique à un compagnon dont ils pouvaient voir les convulsions. Ils préféreraient ainsi endurer la faim plutôt que d'assister à la souffrance d'un semblable. Cette expérience qui n'a pas été exécutée à l'Université de Fribourg démontre quand même le genre de choses que l'on peut faire subir à ces primates (...) Avec mes excellents collègues, nous ne sommes ni des experts en expérimentation animale, ni des experts en éthique scientifique (...) nous avons demandé au Conseil d'Etat de se prononcer sur les questions suivantes :*

- Comment le Conseil d'Etat se positionne-t-il par rapport aux reproches formulés et aux mesures revendiquées?
- Quelle est la part d'expériences qui relèvent de recherches fondamentales propres à l'Université de Fribourg et quelle est celle qui correspond à la vérification ou à la répétition d'expériences déjà réalisées ailleurs? (...)
- Comment le Conseil d'Etat se positionne-t-il face à l'apparente contradiction entre les valeurs humanistes défendues par l'Université de Fribourg et la poursuite d'expérimentation sur des singes au sein de cette même université ?

Peut-on vraiment être opposé à l'expérimentation animale et membre d'une telle commission ?

Le combat idéologique ne se fait pas dans ce type de commission dont le mandat se limite à préaviser les demandes en regard de la législation. La loi est claire, l'expérimentation animale est licite pour autant que les buts et objectifs de la recherche soient justifiés. Je suis convaincu de la totale inutilité pour la santé publique de nombreuses expériences. Et dans les cas où l'intérêt scientifique est démontré, elles restent moralement inacceptables parce que si des moyens suffisants étaient alloués aux méthodes substitutives, il serait possible de s'en passer. Certaines expériences sont de la cruauté pure. Peu de gens savent qu'en Suisse, on torture, par exemple à l'électricité et durant des semaines, des animaux pour des études complètement absurdes sur des modèles de dépression. Malgré cela, ces études sont très difficiles à interdire car il faut démontrer qu'elles ont déjà été réalisées ou que leur but ne peut être atteint avec d'autres moyens mis en œuvre. Mais dans le domaine de la recherche fondamentale, il est presque impossible de pouvoir démontrer à l'avance si le but d'une expérience ou son hypothèse scientifique peut être atteint ou non.

Un article publié dans le *Journal of American medical association* en 2006 démontrait que sur 2000 médicaments testés sur l'animal puis sur l'homme, seul un tiers des expérimentations animale avaient offert un résultat comparable à l'homme. Le problème n'est pas seulement lié au faible pourcentage de données comparatives. Le problème est que l'on n'a pas la moindre idée à l'avance des données qui seront ou non transposables à l'homme, parce que le modèle animal n'est pas prédictif. Il y a un intérêt clair à refuser l'utilisation des animaux pour permettre à une meilleure recherche de se développer. Mais d'ici à ce que la population prenne conscience de ce gaspillage de ressources, il est nécessaire de s'engager pour réduire autant que possible l'utilisation et la souffrance des animaux. Même si le résultat est faible, en regard du temps et de l'énergie consacrés à ce travail en commission.

Le 13 décembre 2011, le Conseil d'Etat rendait son rapport. En préambule, il rappelait « que le cadre juridique suisse relatif à l'expérimentation animale est particulièrement contraignant, ceci en réponse aux préoccupations des citoyens ». S'appuyant ensuite sur l'expertise « pour la présentation des enjeux éthiques de l'expérimentation animale » des professeurs Alex Mauron et Samia Hurst de l'Institut d'éthique biomédicale de l'Université de Genève, dont les avis favorables à l'expérimentation animale sont pourtant bien connus, il assurait encore que les chercheurs de l'université de Fribourg « respectent bien évidemment les prescriptions légales et contribuent également aux efforts visant à réduire l'expérimentation animale, lorsque cela est possible, en recourant à des systèmes *in vitro* ou à des modèles unicellulaires ou encore à la modélisation informatique. Ils appliquent en cela la démarche dite des 3R dont le but est la réduction du nombre d'animaux utilisés, le raffinement des méthodes afin d'optimiser les expériences et de réduire l'inconfort qu'elles provoquent, ainsi que le remplacement du modèle animal par d'autres modèles à chaque fois que c'est réalisable ».

Tout allait donc pour le mieux. Les citoyens pouvaient être assurés des bonnes pratiques en vigueurs dans cette institution.

Ménache est-il un incompétent?

Sur quels critères le Conseil d'Etat s'est-il basé pour éliminer la candidature du Dr André Ménache ?

Né en 1954 en Belgique, André Ménache grandit en Afrique du sud. Après un bachelor en zoologie, il passe son doctorat en médecine vétérinaire en 1980 à l'université de Pretoria. Il s'envole ensuite en Israël et s'engage comme vétérinaire pour la SPA de Tel Aviv. Il intègre plus tard le Comité déontologique du ministère de la santé, qui l'engage jusqu'en 2003 dans le domaine de la santé publique.



« Pour une science responsable »

Entre 1995 et 2001, André Ménache s'était déjà engagé pour le remplacement des animaux dans la recherche, en présidant notamment l'association « *Doctors and Lawyers for Responsible Medicine* ». Il emménage en Angleterre en 2004 et poursuit son engagement comme conseiller scientifique au sein de l'organisation Animal Aid. En 2007, il est nommé directeur du comité scientifique « *pour une science responsable* » Antidote Europe, dont le siège est en France. Depuis 2011, il siège au sein du Comité déontologique du gouvernement belge, lequel analyse toute la problématique liée à l'utilisation des animaux pour l'expérimentation. Il collabore en parallèle comme conseiller scientifique avec plusieurs organisations de protection des animaux, dont la Ligue suisse contre la vivisection, en temps que spécialiste des méthodes substitutives.

Des contrôles d'expériences minimalistes

En 2012, le vétérinaire cantonal a délivré 49 autorisations pour pratiquer de nouvelles expérimentations animales. Après quelles expertises et sous quelles conditions ?

Le Conseil d'Etat assurait que l'université respectait la législation. Sur quoi repose cette affirmation lorsqu'on lit dans le rapport d'activité des affaires vétérinaires² que seuls 4 contrôles ont été effectués en 2012 ?

4 contrôles alors que 103 expériences étaient en cours dans le canton. Cela ne démontre pas seulement l'activité minimaliste de l'autorité. Cela ne respecte même pas le minimum prévu par la législation fédérale : Le contrôle annuel de chaque animalerie (art. 216, al. 1 OPAn) et un cinquième des expériences en cours (art. 216, al. 3 OPAn). Ce qui signifie qu'en 2012, l'autorité cantonale aurait dû contrôler au minimum 21 expériences et toutes les animaleries.

L'administration fédérale est-elle intervenue pour rappeler les autorités cantonales à l'ordre ? Non. Mais comme l'a assuré le Conseil d'Etat, tout est sous contrôle.

Notes :

¹ 785 chiens, 229 chats et 21 primates ont été utilisés à Fribourg en 2012

² rapport annuel SAAV, P32, http://lscv.ch/images/actions/petitions/2013/fribourg/2012_Rapport_annuel_SAAV-Fribourg.pdf



Pétition



Pour un vrai contrôle de l'expérimentation animale à Fribourg

Pour une commission fribourgeoise sur l'expérimentation animale indépendante de l'autorité, telle que prévue par la législation fédérale et cantonale

La législation fédérale (LPA) exige des cantons autorisant des expérimentations animales, qu'ils créent des commissions composées de spécialistes, indépendantes de l'autorité, dont les organismes de protection des animaux sont adéquatement représentés (art. 34 LPA).

Le mandat de ces commissions cantonales consiste à étudier les demandes d'expérimentations animales déposées par les chercheurs et à émettre un préavis à l'attention du service vétérinaire (art. 18 LPA). La commission contrôle également les expériences et la détention des animaux.

L'objectif de ces commissions est de s'assurer que l'autorité cantonale (le service vétérinaire) ne délivre pas d'autorisations abusives en raison de pressions politique ou économique, de

conflits d'intérêts, ni ne ferme les yeux en cas de violations des dispositions liées à l'exécution des expériences ou à la détention des animaux.

Le Conseil d'Etat nomme illégalement un membre

A l'occasion de la nomination des membres de la commission le 11 décembre 2012, le Conseil d'Etat a procédé à la nomination illégale d'un vétérinaire en tant que *représentant de protection des animaux*, alors même qu'il ne représente aucune organisation de ce nom. Sa candidature a été présentée suite au démarchage du service des affaires vétérinaires (SAAV) en vue d'empêcher la nomination du candidat issu des organismes de protection des animaux.

Nous, signataires de cette pétition, demandons au Grand Conseil de rejeter fermement les méthodes du SAAV. Nous demandons au Conseil d'Etat d'invalider la nomination mise en cause et de procéder sans plus attendre à la nomination du Dr André Ménache, dont la candidature a été officiellement présentée par une organisation cantonale de protection des animaux.

Nous demandons au Grand Conseil de soutenir les mesures visant à empêcher la détention d'animaux et la pratique d'expérimentations animales illégales au sein de l'université de Fribourg et d'autres institutions publiques et privées.

	Nom, prénom	Adresse complète	Signature
1			
2			
3			
4			
5			

Délai de récolte des signatures : 10 novembre 2013. Lancement de la pétition: 10 juin 2013. Peuvent signer une pétition :Toute personne domiciliée dans le canton de Fribourg. Retour des pétitions ou pour en obtenir des exemplaires supplémentaires :

AG STG : Brisiweg 34, 8400 Winterthur, T : 052 213 11 72, office@agstg.ch

Animal rights : Rue Hans-Geiler 2, 1700 Fribourg, T : 079 919 57 10, info@animal-rights.ch

ATRA : via Capelli 28, 6900 Lugano, T : 091 970 19 45, infoatra@bluemail.ch

Ligue Suisse contre la vivisection : CP 148, 1226 Thônex, T : 022 349 73 37, admin@lscv.ch





Prix de la Fondation E.Naef pour la recherche in vitro (FENRIV)

Le prix 2012 attribué au Dr. Luc Stoppini

La cérémonie de remise du prix a eu lieu à Genève le 19 janvier 2013 à l'hôtel Royal Manotel, pour la treizième année consécutive. Le Dr. Luc Stoppini de la Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève (Hepia/HESSO) a été récompensé dans le cadre de ses études sur la neurotoxicologie et le traitement des maladies cérébrales, pour le développement d'un modèle in vitro qui permet de déterminer si une substance est toxique ou au contraire bénéfique pour des neurones humains.



La technologie consiste à déposer sur une puce de quelques millimètres de diamètre, des neurones humains qui s'organisent in vitro comme dans un cerveau. Un minicœur bat et des cellules hépatiques forment un foie miniature. Les micro électrodes sur lesquelles poussent les tissus permettent de tester la toxicité d'un produit ou les effets d'un futur médicament en mesurant plusieurs paramètres comme le pH, l'activité électrique ou l'oxygénation.

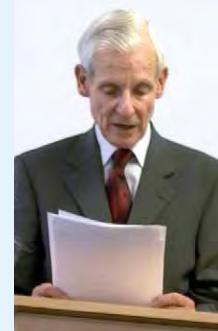
Biopuces multi-organes et cultures cellulaires en 3D

Dans un autre projet en cours, Luc Stoppini vise le développement d'une nouvelle génération de «biopuce multi-organes». Importante alternative à l'expérimentation animale, cette approche permettra d'effectuer des tests plus prédictifs sur l'effet de nouveaux médica-

ments ou de détecter leurs éventuels effets secondaires. Ce modèle de biopuce intégrera du tissu nerveux, mais aussi un cœur, des muscles, un foie et des reins lesquels pourront communiquer par un système microfluidique. D'autres groupes de recherche travaillent sur ces modèles multi-organes et des progrès significatifs dans ce domaine devraient être réalisés prochainement. Avec le développement des cultures cellulaires en 3D, ces nouveaux modèles permettront de remplacer avantageusement les animaux pour mener une recherche plus sûre, éthique et scientifique.

A propos de la Fondation E.Naef pour la recherche in vitro (FENRIV)

D'origine genevoise, la FENRIV a été fondée en janvier 1998. Son but est de favoriser toutes formes de recherches dites in vitro en encourageant les chercheurs à développer des moyens de recherche alternatifs à l'expérimentation

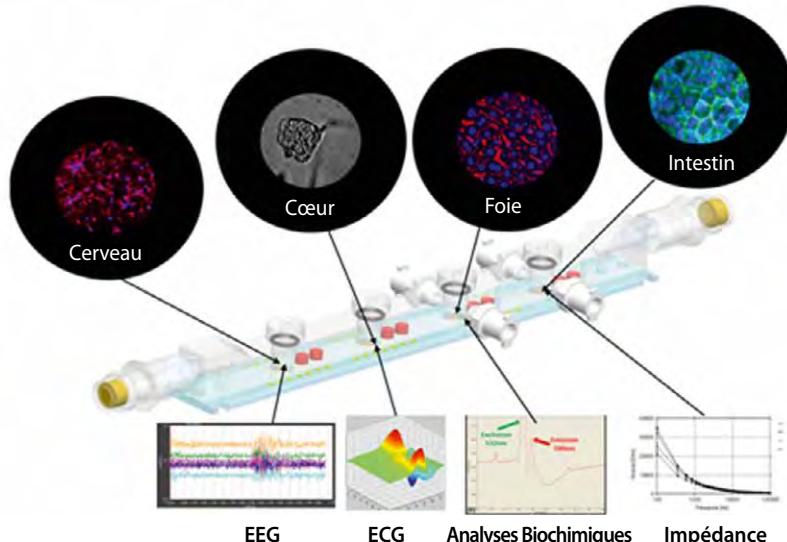


animale. Grâce à son soutien, la Faculté de médecine de l'Université de Genève (UNIGE) a créé en 2009 la première chaire helvétique consacrée au développement des méthodes alternatives. Cette chaire se veut aussi un point de rencontre entre les scientifiques et les associations de défense des droits des animaux.

Infos : www.fondation-naef.com

La Fondation Naef maintient ses objectifs

Suite au décès de notre cher collègue et ami Egon Naef, membre du comité de la LSCV et Président de la Fondation Naef, la poursuite des buts et objectifs de sa fondation, qui lui tenait à cœur, par ses trois enfants, dont Marcel Naef qui en a repris la présidence, nous réjouit. Au vu du peu de financement public alloué aux méthodes substitutives, la poursuite des activités de la Fondation reste essentielle et salutaire.



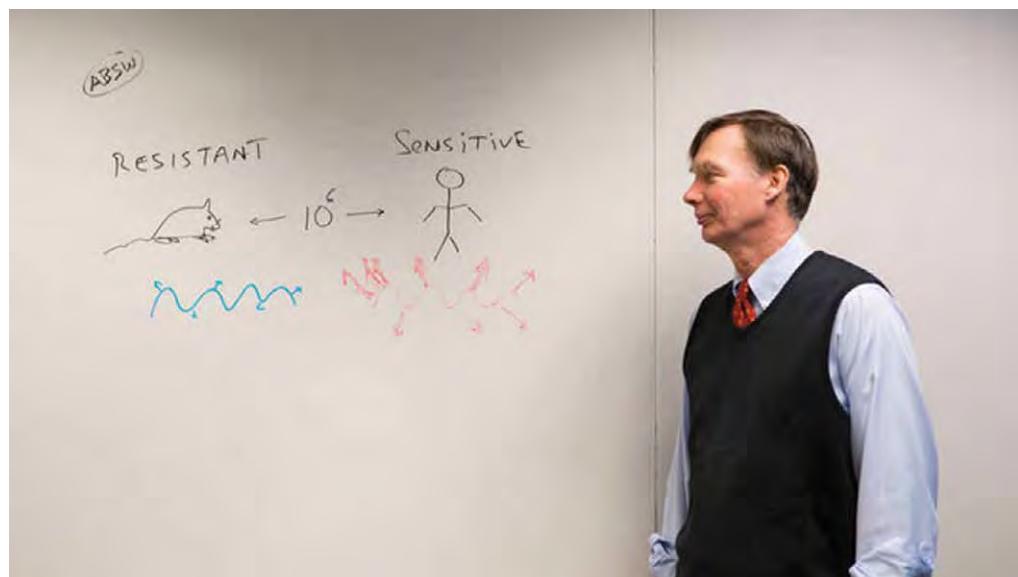
Merci de signer et faire signer la pétition ci-contre

Retour des listes de signatures : au plus tard le 10 novembre 2013. La pétition sera ensuite remise à la commission des pétitions du Grand Conseil fribourgeois.

Article original paru dans le New York Times le 11 février 2013

Echec du modèle de souris pour étudier des maladies mortelles chez l'homme

Les souris sont depuis des décennies l'espèce privilégiée pour étudier les maladies humaines. Mais aujourd'hui, des chercheurs apportent la preuve que le modèle murin a totalement induit les scientifiques en erreur dans le cas de trois affections mortelles au moins : la septicémie, les brûlures et les traumatismes. Ils affirment que des années de recherches et des milliards de dollars ont été perdus à suivre de fausses pistes.



Le Dr H. Shaw Warren est l'un des auteurs de cette nouvelle étude, qui remet en question l'emploi de souris de laboratoire comme modèles de toutes les maladies humaines.

Les conclusions de l'étude ne signifient pas que les souris sont des modèles inutiles pour toutes les maladies humaines. Toutefois, ses auteurs indiquent qu'elles soulèvent des questions troublantes à propos des maladies telles que celles sur lesquelles ont porté leurs travaux : les maladies impliquant le système immunitaire, notamment les cancers et les cardiopathies. « *Notre article soulève au moins la possibilité de l'existence d'une situation parallèle* », explique le Dr. H. Shaw Warren, chercheur dans le domaine de la septicémie au sein du Massachusetts General Hospital, et l'un des principaux auteurs de l'étude.

L'article, publié lundi dans la revue *Proceedings of the National Academy of Sciences*, aide à comprendre pourquoi les quelques 150 médicaments testés à grands frais chez des patients humains atteints de septicémie ont tous échoué. Ces essais cliniques étaient tous basés sur des études chez la souris. Or il s'avère que la souris peut présenter un état qui ressemble à la septicémie chez les humains, mais qui se révèle en réalité très différent de celle-ci.

Des experts médicaux non associés à l'étude déclarent que ces résultats devraient changer

l'orientation des recherches mondiales sur une maladie mortelle qui laisse le corps médical souvent impuissant. La septicémie, une réaction potentiellement mortelle survenant lorsque le corps lutte contre une infection, touche chaque année 750 000 patients aux États-Unis, tuant entre 25 et 50 % d'entre eux et coûte 17 milliards de dollars à l'État. C'est la première cause de mortalité dans les unités de soins intensifs.

« *Cette étude bouleverse les règles du jeu* », déclare le Dr. Mitchell Fink, expert en septicémie de l'Université de Californie à Los Angeles.

« *C'est à peine croyable* », souffle pour sa part le Dr. Richard Wenzel, ancien directeur du département de médecine interne à la Virginia Commonwealth University, et ancien rédacteur du *New England Journal of Medicine*. « *Ils ont raison sur toute la ligne.* »

Des réponses immunitaires potentiellement mortelles se produisent lorsque le système immunitaire d'un patient sur-réagit à ce qu'il perçoit comme des signaux de danger, par exemple des molécules toxiques produites par des bactéries, des virus, des champignons ou des protéines sécrétées par des cellules endommagées par des traumatismes

ou des brûlures, explique le Dr. Clifford S. Deutschman, qui dirige les recherches sur la septicémie à l'Université de Pennsylvanie, et n'a pas participé à l'étude.

Tournant en sur-régime, le système immunitaire libère à son tour des protéines en quantités tellement importantes que les capillaires commencent à fuir. Les fuites deviennent excessives et le sérum s'échappe de ces minuscules vaisseaux sanguins. La pression artérielle chute et les organes vitaux ne reçoivent plus assez de sang. Malgré tous ses efforts, le personnel soignant des unités de soins intensifs ou des services d'urgences peut être impuissant pour compenser les fuites et stopper l'infection ou l'endommagement des tissus. L'état évolue alors vers une défaillance multi-viscérale touchant les organes vitaux.

Cette nouvelle étude, qui aura duré 10 ans et impliqué 39 chercheurs dans tout le pays, a commencé par étudier les lymphocytes (ou globules blancs) de centaines de patients atteints de brûlures graves, de traumatismes ou de septicémie afin de déterminer quels étaient les gènes utilisés par ces cellules pour lutter contre ces signaux de danger.

Les chercheurs ont identifié des schémas intéressants et amassé un ensemble de données très riche, collecté avec rigueur, qui devrait aider ce champ de recherche à aller de l'avant, déclare Ronald W. Davis, expert en génomique à l'Université de Stanford et l'un des auteurs principaux de l'étude. Certains de ces schémas semblent prédire qui peut survivre et qui, à l'inverse, verra son pronostic vital engagé et finira hélas souvent par décéder.

Le groupe a tenté de publier ses découvertes dans différentes revues. Selon le Dr. Davis, l'une des objections rencontrées était que les chercheurs n'avaient pas montré que la même réponse génique survenait chez les souris.

« *Ils étaient tellement habitués aux études sur les souris qu'ils pensaient qu'elles étaient incontournables pour valider des résultats* », poursuit-il. « *Ils sont tellement occupés à guérir les souris qu'ils en oublient que l'objectif final est de guérir les êtres humains.* »

« *Ce qui nous amenés à nous demander si le phénomène était identique chez les souris* », conclut-il. L'équipe a ainsi décidé d'étudier la question, s'attendant à trouver quelques similitudes. L'analyse des données les a forcés à se rendre à l'évidence : il n'y en avait aucune. « *Nous avons été littéralement soufflés par les résultats* », indique le Dr. Davis.

L'échec des médicaments est devenu évident. Par exemple, il arrivait souvent qu'un certain gène intervienne chez la souris, alors que le gène comparable était supprimé chez l'homme. Un médicament efficace chez la souris en désactivant le gène incriminé pouvait à l'inverse déclencher une réponse encore plus mortelle chez l'homme.

Plus surprenant encore, selon le Dr. Warren : les différentes affections chez la souris – brûlures, traumatismes, septicémie – ne suivaient pas les mêmes schémas. Chaque affection impliquait des groupes de gènes différents. Au contraire, chez l'homme, des gènes similaires interviennent dans les trois cas. Cela signifie, poursuit le Dr. Warren, que si les chercheurs découvrent un médicament efficace pour traiter l'une de ces maladies chez l'homme, ce médicament pourrait guérir les trois.

Les chercheurs de l'étude ont essayé pendant plus d'un an de publier leur article démontrant l'absence de relation entre les réponses géniques des souris et celles des hommes. Ils l'ont soumis aux revues *Science* et *Nature*, espérant toucher un vaste public, mais ont essuyé un refus dans les deux cas.

Science et *Nature* ont déclaré que leur charte ne prévoyait pas de justifier le refus d'un article, ni même d'accuser réception des articles. Ginger Pinholster, de la revue *Science*, indiquait toutefois que le journal n'acceptait environ que 7 % des quelque 13 000 articles reçus chaque année. Il n'est donc pas rare qu'un article ne passe pas la sélection.

Le Dr. Davis déclare cependant que les membres des comités de lecture n'ont relevé aucune erreur scientifique. Mais que selon lui, « la réponse la plus courante a été la suivante : vous devez vous tromper. Nous ne pouvons vous dire pourquoi, mais vous devez vous tromper ».

Les auteurs ont fini par se tourner vers la revue *Proceedings of the National Academy of Sciences*. En tant que membre de cette académie, le Dr. Davis a pu suggérer des examinateurs et proposer des chercheurs à même d'évaluer les travaux en toute impartialité. « Si l'article ne leur plaît pas, je veux savoir pourquoi », dit-il. Les examinateurs ont recommandé la publication et le comité de rédaction de la revue, qui évalue indépendamment les articles, a donné son accord.

À la lecture de l'article, certains scientifiques se déclarent aujourd'hui aussi stupéfaits que les auteurs devant les données. « Quand j'ai pris connaissance de l'article, j'ai été frappé par les mauvais résultats sur les souris », déclarait ainsi le Dr. Fink. « L'absence totale de corrélation est absolument stupéfiante. Ces données sont si convaincantes et si robustes que je suis certain que les organismes financeurs vont en tenir

compte. Jusqu'à présent », poursuit-il, « il fallait obligatoirement proposer des expériences sur un modèle murin pour espérer obtenir un financement ».

Pourtant, un indice de taille aurait dû de tout temps faire soupçonner à la communauté scientifique que les souris ne pouvaient pas réellement imiter les humains dans ce domaine : c'est très difficile de tuer une souris au moyen d'une infection bactérienne. Il faut pour cela un taux de bactéries dans le sang un million de fois plus élevé que celui qui tuerait un être humain. « Les souris peuvent se nourrir de déchets et d'aliments pourris », indique le Dr. Davis. « Nous ne le pouvons pas, nous sommes beaucoup plus sensibles. »

Des chercheurs indiquent que s'il était possible d'expliquer la résistance des souris,

ils pourraient exploiter cette connaissance pour tenter de découvrir comment rendre les hommes aussi résistants. « Cette publication a une importance primordiale », déclare le Dr. Richard Hotchkiss, un chercheur dans le domaine de la septicémie à l'Université de Washington n'ayant pas participé à l'étude. « Ses arguments sont très solides : intéressez-vous aux patients. Prélevez leurs cellules. Prélevez leurs tissus chaque fois que possible. Prélevez des cellules dans les voies respiratoires ». « Pour comprendre la septicémie, il faut étudier les patients », conclut-il.

Source :

http://www.nytimes.com/2013/02/12/science/testing-of-some-deadly-diseases-on-mice-mislead-report-says.html?nl=todaysheadlines&emc=edit_th_20130212&_r=2&

« Pour comprendre la septicémie, il faut étudier les patients »



Pour tuer une souris, il faut un taux de bactéries dans le sang un million de fois plus élevé que celui qui tuerait un être humain.



Interdiction du test d'inhalation d'un gaz réfrigérant sur 120 lapins

L'ECEAE se réjouit de la décision de la cour d'appel de l'agence européenne des produits chimiques

La Coalition européenne pour mettre fin à l'expérimentation animale (ECEAE) a accueilli avec une grande satisfaction la décision du 29 avril 2013 de la cour d'appel de l'agence européenne des produits chimiques (ECHA), concernant le recours en appel de l'entreprise chimique Honeywell. L'agence européenne voulait l'obliger à tester sur des lapins, un réfrigérant employé pour la climatisation pour automobiles.



L'ECEAE a été autorisée à intervenir lors de l'appel, de même que DuPont, un autre fabricant du réfrigérant. Il s'agit de la première décision de la cour d'appel concernant des essais exigés dans le cadre de REACH¹.

Lors de cette décision qui fera date, la cour d'appel a jugé que l'ECHA a violé le principe fondamental de REACH selon lequel les animaux ne doivent être utilisés qu'en dernier recours. Elle a également jugé disproportionnée la décision de l'ECHA, en ce sens qu'elle ne permettait pas d'identifier correctement l'objectif de l'expérience, d'évaluer si les lapins étaient l'espèce adaptée, de déterminer si les résultats seraient véritablement utiles ou même si quelqu'un serait en mesure de la réaliser. Pour l'ECEAE, l'ECHA aurait dû adopter une approche « par étape », en déterminant en premier lieu si des méthodes substitutives (ne faisant pas appel aux animaux) permettraient de lever les doutes sur ce réfrigérant.

C'est à la suite d'un contrôle de conformité réalisé en 2010, que l'ECHA a demandé à Honeywell de mener un test complémentaire d'inhalation de 90 jours.

La société remplissait tous les critères requis au titre de REACH mais l'ECHA s'était inquiétée des résultats d'une étude au cours de laquelle plusieurs lapins étaient morts.

Honeywell a fait appel au motif que cet essai aurait été sans précédent, les essais à 90 jours

¹ La directive européenne REACH impose depuis 2007 aux industriels de tester la toxicité des produits chimiques commercialisés. C'est l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) qui accepte ou refuse ces tests de toxicité sur les animaux de laboratoire.

étant rarement menés sur les lapins (l'ECHA n'a effectivement trouvé que sept études similaires, toutes réalisées il y a plus de 20 ans). Les essais d'inhalation sont aussi jugés très cruels. Les lapins peuvent être soumis au gaz réfrigérant plusieurs heures par jour et placés de force dans des tubes afin de s'assurer qu'ils ne peuvent pas éviter d'inhaler le gaz.

Des méthodes substitutives plus fiables pour la santé publique

La demande de l'ECEAE d'intervenir dans cette affaire date de 2011 et il est réjouissant que ses arguments démontrant le caractère inappropriate de l'essai aient été reçus favorablement. L'ECEAE a aussi participé à l'audience orale organisée à Helsinki en décembre 2012 – la dernière étape d'une procédure en appel très complète. Elle a pu motiver ses arguments juridiques et scientifiques à propos du « principe de dernier recours », du caractère

L'ECEAE et REACH

En tant que membre observateur de l'ECHA, l'ECEAE peut consulter les dossiers déposés dans le cadre de REACH. Deux experts en toxicologie effectuent ce travail, lequel est financé par plusieurs organisations membres de l'ECEAE, dont la LSCV.

L'objectif étant de pouvoir légalement s'opposer aux études inutiles menées sur des animaux. Il s'agit de cas où des études identiques ont déjà été réalisées, ou d'études qui pourraient être remplacées par des tests substitutifs, qu'ils soient *in vitro* ou *in silico*. Les recommandations de l'ECEAE ont été suivies à plusieurs reprises et ce sont déjà environ 7'000 animaux qui ont pu être épargnés. Il s'agissait par exemple de tests pour des adhésifs, de caoutchouc etc. Après cette première victoire en cour d'appel, l'ECEAE est encore impliquée dans un deuxième recours.

sans précédent de l'essai, de l'existence d'une méthode substitutive (la toxicocinétique), des considérations relatives au bien-être animal et de la proportionnalité. Arguments sur lesquels s'est appuyée la cour d'appel pour rejeter cet essai sur les lapins.

La substance sera soumise à réexamen par l'ECHA. Cette décision de la cour d'appel constitue toutefois une avancée majeure dans le domaine des essais d'inhalation sur les animaux. L'ECEAE préconise l'abandon total des tests sur animaux pour les études de toxicité et leur remplacement par des méthodes substitutives plus fiables pour la santé publique.



A propos de l'ECEAE

L'ECEAE (European Coalition to End Animal Experiments) a été fondée en 1990, suite au projet de l'union européenne de faire retester sur les animaux tous les produits cosmétiques et les ingrédients les composant. Plusieurs organismes de protection des animaux s'étaient ainsi regroupés pour faire pression sur les pouvoirs publics et éviter d'inutiles souffrances à des milliers d'animaux. Suite au succès de cette mobilisation, les organismes membres ont lancé en 1998 le label international de cosmétiques « sans cruauté » HCS (Humane Cosmetics Standard). L'ECEAE ne regroupe que des organismes visant l'abolition totale de l'expérimentation animale. Ses membres mettent en commun leur compétence législative, scientifique, communicationnelle et politique. L'ECEAE regroupe actuellement 23 organismes provenant de pays tels que l'Angleterre, l'Irlande, l'Allemagne, la Hollande, la France, l'Espagne, l'Italie, la Finlande, la Suède, la Norvège etc. L'ECEAE est représentée en Suisse par la Ligue suisse contre la vivisection.

Initiative populaire fédérale « Pour la protection des grands prédateurs (ours, loup et lynx) »

URGENT : Il ne reste plus que 2 mois pour signer l'initiative !

Environ 70'000 signatures ont été récoltées à ce jour. Il n'en manque que 30'000 pour que l'initiative puisse être déposée avant le 19 décembre 2013.

L'objectif est réaliste mais le temps presse. Chaque signature doit être contrôlée par les communes avant d'être déposée. Merci de renvoyer au plus vite l'initiative ci-dessous (sans la découper) remplie et signée, même munie d'une seule signature.

Merci à toutes et tous pour votre soutien.

Au delà de la stricte protection des grands prédateurs visée par l'initiative, ce sont aussi les mesures de protection des troupeaux que nous soutenons vivement. Actuellement, il est d'usage de faire estiver durant plusieurs mois des centaines de milliers de bovins ou caprins dans nos alpages. L'intérêt économique pour les éleveurs est clair : ce sont plusieurs mois durant lesquels ces animaux se nourrissent

presque exclusivement de ce qu'ils trouvent sur place. Mais pour les animaux, cela signifie qu'en cas de blessures ou de maladies, ils peuvent agoniser durant plusieurs jours et mourir sans recevoir les moindres soins. Chaque année, des milliers d'animaux de rente meurent ainsi dans nos alpages. En 2011, ce sont par exemple 4221 moutons qui sont morts durant l'estivage. A l'inverse, seuls 294 moutons ont été victimes des grands prédateurs.

Les mesures de protection des troupeaux qui devront être mises en place en cas d'acceptation de l'initiative, protégeront le bétail des loups et des lynx, mais devraient surtout drastiquement réduire les pertes dues aux accidents et maladies, les troupeaux étant mieux surveillés.

Un autre intérêt de l'initiative sera de permettre une réelle discussion publique sur la

Pour être déclarée valable par l'administration, une liste de signatures doit obligatoirement respecter les points suivants :

1. Seuls les citoyen(ne)s suisses et domiciliés en Suisse peuvent signer.
2. La date de naissance doit être exacte.
3. Une liste de signatures ne peut regrouper que des signataires d'une même commune. N'oubliez pas d'inscrire le nom de la commune sur la feuille.
4. Les signatures doivent obligatoirement être manuscrites. Les feuilles transmises par fax, courriel ou copiées, sont déclarées non valides.
5. Une feuille de signatures doit être complète : tableau des signatures, texte de loi etc. Une feuille incomplète ou recollée est déclarée non valide.

place que nous voulons accorder aux grands prédateurs. Ont-ils une place dans notre environnement ou la régulation par exemple des ongulés n'est-elle que du seul ressort des chasseurs ?



Initiative populaire fédérale « Pour la protection des grands prédateurs (ours, loup et lynx) »

Publiée dans la Feuille fédérale le 19 juin 2012. Les citoyennes et citoyens suisses soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu des articles 34, 136, 139 et 194 de la Constitution fédérale et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 68s):

I
La Constitution fédérale est modifiée comme suit :

Art. 79, al. 2 à 5 (nouveaux)

² L'ours, le loup et le lynx sont des grands prédateurs strictement protégés sur l'ensemble du territoire suisse en raison de leur rôle biologique et régulateur. Ils ne peuvent pas être mis à mort.

³ La Confédération et les cantons prennent les mesures préventives nécessaires à la protection des animaux de rente.

⁴ Exceptionnellement et en dernier recours, la Confédération peut autoriser des tirs d'effarouchement à balles en caoutchouc et des déplacements.

⁵ Est puni d'une peine privative de liberté de six mois au moins ou d'une peine pécuniaire de 5000 francs au moins, quiconque enfreint l'interdiction de l'al. 2.

II

Les dispositions transitoires de la Constitution sont modifiées comme suit:

Art. 197, ch. 9 (nouveau)

9. Disposition transitoire ad art. 79, al. 2 à 5 (nouveaux)(Pêche et chasse)

Au plus tard six mois après l'acceptation de l'art. 79, al. 2 à 5, par le peuple et les cantons, le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution par voie d'ordonnance. Celles-ci restent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur de la législation fédérale correspondante.

Le comité d'initiative, composé des auteurs de celle-ci désignés ci-après, est autorisé à retirer la présente initiative populaire par une décision prise à la majorité absolue de ses membres ayant encore le droit de vote: Barth Jean-Alain, route de Frontenex 60 C, 1207 Genève, Prinz Michela, rue de Contamines 33, 1206 Genève, Fantazi Myriam, rue Plantamour 41, 1201 Genève, Ruet Yvan, rue de Lausanne 67, 1202 Genève, Wenger Alain, rue Henri-Mussard 15, 1208 Genève, Jeannairet Yves, rue Gustave-Moynier 6, 1202 Genève, Petterson Ivar, Quai Charles-Page 49, 1205 Genève, Good Sturzenegger Marlyse, avenue Jules-Crosnier 10, 1206 Genève, Tatti Vanna Maria, rue Albert-Gos 18, 1206 Genève. Expiration du délai imparti pour la récolte des signatures : 19.12.2013.

Cette liste, entièrement ou partiellement remplie, doit être renvoyée au plus vite au comité d'initiative : Pro Fauna, 1200 Genève.

Pour obtenir d'autre listes et infos sur l'initiative : www.profauna.ch

Soutenez l'initiative populaire par un don : CCP 17-456818-1



Seuls les électrices et électeurs ayant le droit de vote en matière fédérale dans la commune indiquée en tête de la liste peuvent y apposer leur signature.

Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main. Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'une initiative populaire est punissable selon l'article 281 respectivement l'article 282 du code pénal.

Canton	N° postal	Commune politique

	Nom, Prénom (écrire à la main, si possible en majuscules)	Date de naissance (jour/mois/année)	Adresse exacte (rue et numéro)	Signature manuscrite	Contrôle (laisser en blanc)
1					
2					
3					

Le/La fonctionnaire soussigné/e certifie que les (nombre) signataires de l'initiative populaire dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.
Le/La fonctionnaire compétent/e pour l'attestation (signature manuscrite et fonction officielle)

Lieu : Date :

Signature : Fonction officielle :

Sceau

Editorial

Liebe Mitglieder

Liebe Freundinnen und Freunde der Liga

Liebe Leserinnen und Leser im Kanton Freiburg, die diese Zeitung als Streusendung erhalten

Im September 2009 führten die Organisationen LSCV, ATRA und AG STG auf dem Place Georges-Phython in der Stadt Freiburg einen Informatonstag sowie Veranstaltungen gegen Tierversuche durch.

Dabei wurden die an der Universität durchgeführten Affenversuche angeprangert. Die Aktion zielte insbesondere darauf ab, die Freiburger Bevölkerung darüber zu informieren, wie wenig aussagekräftig Resultate aus Tierversuchen sind. Sie sollte zur Kenntnis nehmen, dass für neue Forschungsmethoden, die Zellkulturen oder menschliche Gewebe und Computerdaten verwenden, fast keine Mittel aufgewendet werden.

Seit dieser Aktion sind vier Jahre vergangen und die Universität Freiburg beweist in diesem Bereich leider kein Engagement. In der ganzen Schweiz ging die Anzahl Tiere, die bei Versuchen eingesetzt werden, im Jahr 2012 um 8,4 % zurück. Mit 12'385 Tieren verzeichnetet der Kanton Freiburg hingegen einen Anstieg von 43 %.

Die an der Universität durchgeführten Versuche ließen sich hauptsächlich dank öffentlichen Geldern durchführen. Mit unseren Steuern werden somit Tierversuche, akademische Karrieren und Universitätsposten finanziert. Welche Resultate ergeben sich aber dadurch für die Volksgesundheit? Ermöglichten die Dutzende von Millionen Franken, die in diese Studien investiert wurden, die Entwicklung neuer Therapien? Führten sie zu besseren Kenntnissen in Hinblick auf menschliche Erkrankungen?

Oder trugen die Leiden der Tiere nur dazu bei, einige Dutzend Artikel in wissenschaftlichen Fachzeitschriften zu publizieren, die den übrigen 2,5 Millionen jährlich veröffentlichten Artikeln hinzugezählt werden?

Bei Tierversuchen geht es als erstes darum, festzustellen, ob diese „unerlässlich“ sind, und insbesondere zu evaluieren, welches wissenschaftliche Interesse bezüglich der erwarteten neuen Kenntnisse für die Gesundheit von Mensch und Tier besteht. Die Kantone sind deshalb verpflichtet, von den kantonalen Behörden unabhängige Kommissionen zu bilden. Sie müssen aus Fachleuten bestehen und evaluieren, ob die von den Forschungskräften eingereichten Bewilligungsbescheide begründet sind.

Im Kanton Freiburg stellt dies überhaupt kein Problem dar. Um sich Gutachten zu sichern, die keine grossen Wellen werfen, und der Universität bezüglich Tierversuchen freie Bahn zu geben, beschlossen die Behörden, eine mehrheitlich Pro-Tierversuch eingestellte Kommission zu bilden. Darüber hinaus schmückten sie auf völlig illegale Weise einen gewöhnlichen Tierarzt mit dem Titel „Tierschutzvertreter“.

Wie steht es also um die tatsächliche Kontrolle von Tierversuchen im Kanton Freiburg?

Wir bitten unsere Leserinnen und Leser, die auf Seite 16 dieser Zeitung veröffentlichte Petition zu unterzeichnen und uns den Unterschriftenbogen bis am 10. November 2013 zurückzuschicken. Wir werden die Petition beim Freiburger Grossen Rat einreichen.

Wir danken Ihnen allen für Ihre Unterstützung und grüssen Sie herzlich.

Maxime Moret, Präsident

„Unerlässliche“

Ein Teil der Bevölkerung hält die Leiden für zulässig, die den Tieren im Dienste der medizinischen Forschung zugefügt werden, wenn die durchgeführten Versuche zu neuen Erkenntnissen führen, die ein besseres Verständnis der Krankheiten oder die Entwicklung neuer Behandlungen ermöglichen.

Wenn Forschungskräfte bei einer kantonalen Behörde ein Gesuch einreichen, müssen sie nachweisen, dass ihr Versuch gemäss Art. 17 des Tierschutzgesetzes (TSchG) „unerlässlich“ ist.

Die entsprechenden Forschungskräfte befinden sich aber in einem offensichtlichen Interessenkonflikt. Nebst dem eigentlichen wissenschaftlichen Interesse, das mit einem Versuch allenfalls verbunden ist, müssen sie auch arbeiten, ihre Resultate veröffentlichen, neue Gelder zur Weiterführung ihrer Karriere erhalten und ihre Rechnungen bezahlen können.

Die kantonale Behörde steht ebenfalls in einem Interessenkonflikt, der nicht zu unterschätzen ist. Einen Versuch einfach mit der Begründung abzulehnen, er sei nicht gerechtfertigt, wirkt sich nicht nur auf die wirtschaftliche Tätigkeit der Forschungskräfte, sondern auch auf diejenige der Institution aus, in der diese tätig sind. Dies wiederum hat Auswirkungen für den Kanton.

Ein in Genf verbotener Tierversuch wird im Kanton Waadt durchgeführt

Als Beispiel lässt sich ein Versuch anführen, den der Kanton Genf¹ einem Forscher seiner Universität verbot. Dieser verlegte seine Tätigkeit einfach an die Universität Lausanne, nachdem ihm die Waadtländer Behörde die erforderliche Bewilligung ohne zu zögern erteilt hatte. Damit wechselte aber nicht nur eine Arbeitsstelle ihren Platz von einer Universität zur anderen, sondern auch die Finanzierung von mehreren hunderttausend Franken, die der Bund für diesen Versuch bewilligt hatte.

Die politischen Machthaber des Kantons Waadt reiben sich die Hände angesichts der Tatsache, dass sie über eine Behörde verfügen, die so grosses Verständnis für ihre Interessen bekundet. Die Genfer Behörde muss sich hingegen rechtfertigen, obwohl sie nur das Gesetz befolgt hat. Man kann sich leicht vorstellen, über welchen Handlungsspielraum die kantonalen Behörden in Kantonen wie Basel verfügen, in denen die Pharmaindustrie ein wirtschaftliches Schwergewicht darstellt.

Kantonale Kommissionen als Sicherheitsmassnahmen...

Nach verschiedenen Skandalen, die von der Presse aufgedeckt wurden, und um solche Interessenkonflikte zu vermindern, verabschiedete das Parlament 1992 ein Gesetz, das die Kantone, die Tierversuche bewilligen, gesetzlich dazu verpflichtet, von der Behörde unabhängige

IMPRESSIONUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (LSCV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die LSCV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die LSCV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die LSCV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der LSCV verfasst. **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** LSCV **Druck:** Atar Roto Presse SA, auf Recycling-Papier 60 gm². **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **Das Büro ist von Montag bis Donnerstag von 9.00 – 12.00 Uhr und von 14.00 – 17.00 Uhr sowie am Freitag von 9.00 – 12.00 Uhr geöffnet.** Jahresbeitrag für Mitglieder: mindestens CHF 15.-- **PSchKto 12-2745-6 - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXX**

Tierversuche?

kantonale Kommissionen zu bilden. Die aus Fachleuten und Tierschutzvertretern bestehenden Gremien haben den Auftrag, jedes neue Bewilligungsgesuch zu prüfen, welches die Forschenden einreichen, und ein Gutachten zuhanden der Behörde zu erstellen.

... die zu Alibi-Kommissionen werden

Zahlreiche Kantone liessen sich alles Mögliche einfallen, um ihre Kommissionen kalt zu stellen oder zur Untätigkeit zu verurteilen. Mit jeder Gesetzesänderung verfeinerte das eidgenössische Parlament ihre Vorrechte und Funktionsweisen – vergeblich. Die letzte Anpassung, die im September 2008 in Kraft trat, zwang die Kantone, ihre Gesetzgebung zu überdenken. Verändert hat sich seither aber kaum etwas.

Gewisse Behörden, die in landwirtschaftlich geprägten Kantonen tätig sind, verfügen nicht über genügend Kompetenzen, um Projekte in so fortschrittlichen Bereichen wie der medizinischen Forschung zu prüfen. Sie ziehen es vor, nicht mit Kommissionen konfrontiert zu werden, die ihre Beschlüsse anfechten würden. In anderen Kantonen sind derartige wirtschaftliche Interessen im Spiel, dass die Behörden lieber unnötige Versuche durchführen lassen, als das Risiko von Abwanderungen einzugehen. Wie die Kantone Waadt, Neuenburg, Tessin und Basel zeigen, ist es von kantonalem Interesse, über eine Alibikommission zu verfügen.

Wie ist es aber diesbezüglich um den Kanton Freiburg bestellt?



Am 1.Juli 2012 traten das neue kantonale Tierschutzgesetz (kTSchG) und das dazugehörige Tierschutzreglement (kTSchR) in Kraft. Bezüglich der Kommission ist dem kTSchG unter Art. 6 Folgendes zu entnehmen:

¹ Es wird eine von der Verwaltung unabhängige Kommission für Tierversuche bestellt.

² Diese Kommission setzt sich aus sieben bis neun Fachpersonen insbesondere aus der Wissenschaft zusammen, und die kantonalen Tierschutzorganisationen müssen darin angemessen vertreten sein.

³ Die Kommission beaufsichtigt jeden Versuch und heisst das Schlussprotokoll gut.

Die Bildung der Kommission wird in Art. 3 kTSchR geregelt. Der Staatsrat behält sich bauernschlau das Recht vor, den Präsidenten und Vizepräsidenten der Kommission zu wählen. Man kann ja nie vorsichtig genug sein! Die Kommission setzt sich wie folgt zusammen:

a) zwei Vertreterinnen oder Vertreter von Organisationen, deren statutarischer Zweck der Tierschutz ist;

b) zwei Wissenschaftlerinnen oder Wissenschaftler aus einer Hochschule oder aus der Tierversuche durchführenden Industrie;

c) zwei Tierärztlinnen oder Tierärzte, von denen mindestens eine oder einer Mitglied des Vereins Freiburger Tierärzte sein muss;

d) eine Person, die über eine juristische oder ethische Ausbildung verfügt;

e) falls nötig eine oder zwei weitere Personen, mit deren Ausbildung und Interessen eine bundesrechtskonforme Zusammensetzung der Kommission sichergestellt werden kann.

Freiburg: eine trügerische und illegale Kommission

Bezüglich der Ernennung des Präsidenten und Vizepräsidenten der Kommission nahm sich der Staatsrat wie erwähnt zu viele Rechte heraus. Dies stellte einen klaren Verstoss gegen die Unabhängigkeit der Kommission dar. Ansonsten schien diese jedoch die auf dem Spiel stehenden Interessen kohärent und repräsentativ zu vertreten. Nichts liess auf absurde und illegale Machenschaften des Staatsrates und der kantonalen Behörde schliessen. Niemand wäre auf die Idee gekommen, dass diese statt einer gesetzlich vorgeschriebenen Kommission ein Gremium bilden wollten, das ausschliesslich ihre eigenen Interessen vertreten würde.

Als erstes müssen der Kommission gemäss Art. 3 des Reglements zwei Vertreterinnen oder Vertreter aus den Forschungskreisen angehören. Der Staatsrat ernannte gleich deren drei: zwei für die öffentliche Forschung (Universitäten) und einen für die Pharmaindustrie (Novartis). Die Hauptrepräsentanten der Kommission stammen somit aus der Forschung, die Tierversuche durchführt.

Laut Reglement müssen zudem zwei Tierärztlinnen oder Tierärzte ohne Interessenbindungen ernannt werden. Der Staatsrat ernannte aber nur einen solchen Vertreter. Bei der zweiten „neutralen“ Tierärztin handelte es sich hingegen um „Madame animal welfare“ der Mathematisch-Naturwissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg, an der ein Grossteil der In-vivo-Versuche durchgeführt wird. Bei dieser Gelegenheit ernannte sie der Staatsrat auch gleich zur Präsidentin seiner Kommission. Und falls die Interessen der Universität Freiburg damit noch nicht ausreichend berücksichtigt sein sollten, hievt man gleich noch einen dritten Vertreter in die Kommission. Das Schlimmste stand aber erst noch bevor. Im Frühling 2012

Freiburg: Bessere Rahmenbedingungen dank neuer Gesetzgebung

Am 21. April 2011 schickte der Kanton Freiburg sein revidiertes kantonales Tierschutzgesetz in die Vernehmlassung. Drei Jahre nach dem Inkrafttreten der neuen Bestimmungen auf Bundesebene war es an der Zeit, dass der Kanton seine Verfügungen endlich anpasste.

Was die Zusammensetzung der neuen Kommission für Tierversuche anbelangt, liess der für das Amt für Landwirtschaft (ILFD)² zuständige Staatsrat Pascal Corminboeuf einleitend verlauten: „Wie es das Bundesgesetz fordert und der Gesetzesvorentwurf wiederholt, muss die kantonale Kommission für Tierversuche von der Entscheidungsbehörde unabhängig und die Tierschutzorganisationen müssen darin gerecht vertreten sein.“

reichte der Freiburger Tierschutzverein (SPA) die Kandidatur von Dr. André Ménache ein. Dieser bewarb sich um den zweiten Sitz der Tierschutzvertreter. Mit einer soliden Erfahrung als Veterinär sowie fundierten Kenntnissen im Bereich der Tierversuche und vor allem bezüglich Ersatzmethoden war Dr. Ménache ein Kandidat mit unbestrittenen Kompetenzen.

Das kantonale Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (LSVW) hörte ihn äußerst liebenswürdig an und versicherte ihm, seine Kandidatur weiterzuverfolgen. Gleichzeitig ging das LSVW all seine Bekannten durch, um Dr. Ménache ausschalten zu können. Und tatsächlich erklärte sich ein anderer Veterinär dazu bereit, die Stelle zu übernehmen. Dieser wurde mit dem Titel „Tierschutzvertreter“ geschmückt, obwohl er keiner entsprechenden Organisation angehörte. Wie die restliche Kommission wurde er am 11. Dezember 2012 gewählt.

Surrealistische Erklärung des Staatsrates

Am 11. März und 17. April 2013 machte die LSCV Staatsrätin Marie Garnier auf die illegale Ernennung des Veterinärs und die zweifelhaften Vorgehensweisen des LSVW aufmerksam. Die LSCV betonte: „Seine Kandidatur wurde weder von einer kantonalen Organisation vorgeschlagen, deren statutarischer Zweck der Tierschutz ist, noch hat sich eine solche bereit erklärt, durch ihn in der Kommission vertreten zu sein“³. Marie Garnier erklärte, sie sehe darin kein Problem. Der Veterinär sei tatsächlich durch keine Organisation nominiert worden, gehöre aber der Tierschutzverein Kanton Waadt (SVPA) an. Dies mache ihn de facto zu einem würdigen Tierschutzvertreter dieser Organisation⁴. Die SVPA weigert sich seit Jahren, Kandidaten für die Waadtländer Kommission vorzuschlagen, nachdem sie unter ähnlichen Machenschaften ihres ehemaligen Kantonsveterinärs gelitten hat. Sie wird sich somit freuen, ohne ihr Wissen über einen Vertreter in Freiburg zu verfügen. Was Marie Garnier anbelangt, könnte der Veterinär Mitglied des chilenischen Vereins für bedrohte Kolibris sein – sein Sitz in der Kommission wäre trotzdem gesichert und würde als legitim erachtet.

Kurz nach seiner Ernennung wurde der umstrittene Veterinär von der LSCV befragt. Er war ehrlich genug, um zu bestätigen, dass ihn tatsächlich das LSVW für die Kommission nominiert hatte. Man hatte ihm aber nicht mitgeteilt, dass damit die Ernennung von Dr. Ménache verhindert werden sollte. Nachdem er über die Situation informiert worden war, trat er jedoch leider nicht zurück, um die Methoden dieser Verwaltungsbehörde anzuprangern.

Die LSCV erwartet nun eine angemessene Reaktion des Freiburger Staatsrates. Dieser soll sich von den Methoden des LSVW distanzieren und seine Kommission neu besetzen, damit sie ihre Aufgabe wahrnehmen kann. Und natürlich soll er Dr. Ménache in die Kommission ernennen. Wie könnte die steuerzahlende Freiburger Bevölkerung sonst Vertrauen in ihre Kontrollbehörden haben?

Quellen:

¹ <http://www.ge.ch/codof/doc/commission-cantonale-experiences-animaux-2012.pdf>

² Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD)

³ http://lscv.ch/images/actions/petitions/2013_fribourg/2013_04_17_lscv_a_ce_fribourg.pdf

⁴ http://lscv.ch/images/actions/petitions/2013_fribourg/2013_05_08_ce_a_lscv.PDF

Sind die Tierschutzvertreter geächtete Personen?

Gibt es einen Grund, warum der Freiburger Staatsrat so wild dreinfährt, um die Kandidaturen von Tierschutzorganisationen zu verhindern? Sind die Tierfreunde Fanatiker, mit denen man besser nicht zusammenarbeitet?

Im Kanton Genf wurde die kantonale Kommission für Tierversuche im Jahr 2008 nach schwerwiegenden internen Problemen aufgelöst. Der Vertreter der LSCV war jedoch als einziges Mitglied vom Genfer Staatsrat wieder gewählt worden.

Werden zu viele Tiere für die Forschung eingesetzt?



Luc Fournier, Vizepräsident der LSCV und Mitglied der Genfer Kommission seit 1997: In den letzten zwei Jahren und 230 neuen Tierversuchsgesuchen konnten wir 10'000 Tieren Experimente ersparen, was ungefähr 10% des vorgesehenen Tierbestands der Studien ausmacht. Dies ist eine ansehnliche Zahl, werden die Studien doch hauptsächlich von den Steuerzahlern finanziert. Es geht hier also nicht nur um Leiden der Tiere, sondern auch um die Verschwendungen öffentlicher Gelder.

Lehnt die Kommission Gesuche ab?

Die Kommission und die kantonale Behörde lehnten sechs Projekte ab. Die Forscher reichten dagegen keinerlei Rekurse ein. Angesichts der 230 neuen Gesuche ist das nicht viel. Das Schlimmste ist, wenn ein in Genf abgelehnter Versuch anderswo bewilligt wird. Die Schweizer Gesetzgebung soll in diesem Bereich zu den strengsten überhaupt gehören. Sie muss aber erst einmal angewandt werden. Die Kantone Waadt und Basel bewilligen die grausamsten Versuche. Viele andere Kantone wie Freiburg, Neuenburg oder das Tessin sorgen dafür, dass ihre Verfahren undurchsichtig bleiben.

Wie steht es tatsächlich um die Kontrolle von Tierversuchen in Freiburg?

Am 16. September 2009 reichten die Organisationen AG STG, ATRA und LSCV beim Sekretariat des Freiburger Grossen Rates die Petition «Stoppt die Affenversuche an der Universität Freiburg» mit über 19'000 Unterschriften ein. In der Petition wurden die Behörden aufgefordert, die medizinische Forschung nicht nur an Affen, sondern an allen Tieren definitiv aufzugeben und „die Entwicklung innovativer, tierversuchsfreier Testmethoden, wie z.B. Zell- und Gewebemodelle, bildgebende Verfahren sowie Bioinformatik, (zu) unterstützen und Tierversuche in der medizinischen Forschung durch Modelle (zu ersetzen, die ethisch und wissenschaftlich tragbar sind.“

Die Petitionskommission des Freiburger Grossen Rates befasste sich am 12. Oktober 2009 erstmals mit dieser Petition. Am 17. März 2010 erklärte ihr Sprecher Dominique Butty (CVP, GL): „Ein Versuch hat gezeigt, dass sich die Rhesusaffen mehrere Tage lang weigerten, an einer Kette zu ziehen, die Nahrung freisetzte, wenn dieser Handgriff einem Artgenossen einen Stromschlag verpasste und sie die Krämpfe beobachten konnten. Sie litten lieber selber Hunger, als dem Leid eines Artgenossen zusehen zu müssen. Dieser Versuch, der an der Universität Freiburg nicht durchgeführt worden ist, beweist doch, welcher Art von Dingen man diese Primaten unterziehen kann (...) Meine Kolleginnen und Kollegen und ich sind weder Experten für Tierversuche, noch Experten für wissenschaftliche Ethik (...). Wir haben den Staatsrat gebeten, sich mit folgenden Fragen auseinanderzusetzen:

- Was hält der Staatsrat von den Vorwürfen und geforderten Massnahmen?
- Welcher Anteil der an der Universität Freiburg durchgeföhrten Versuche gehört zur eigentlichen Grundlagenforschung und welcher Anteil entspricht der Überprüfung oder Wiederholung von Versuchen, die anderswo bereits durchgeföhrten wurden? (...)
- Wie stellt sich der Staatsrat zum offensichtlichen Widerspruch zwischen den humanistischen Werten, welche die Universität Freiburg vertritt, und der Weiterführung von Affenversuchen innerhalb der gleichen Universität?“

Kann man wirklich gegen Tierversuche sein und gleichzeitig einer solchen Kommission angehören?

Ideologische Grabenkämpfe finden in solchen Kommissionen nicht statt. Ihr Auftrag beschränkt sich vielmehr darauf, die Bewilligungsgesuche im Hinblick auf die Gesetzgebung zu beurteilen. Das Gesetz wiederum ist eindeutig. Tierversuche sind zulässig, sofern Sinn und Zweck der Forschung gerechtfertigt sind. Ich bin davon überzeugt, dass zahlreiche Versuche für die Gesundheit der Bevölkerung völlig nutzlos sind. Auch bei einem nachgewiesenen wissenschaftlichen Interesse sind sie moralisch inakzeptabel. Würden genügend Gelder für Alternativmethoden bewilligt, könnte auf solche Versuche verzichtet werden. Gewisse Versuche sind schlichtweg grausam. Nur wenige Leute wissen beispielsweise, dass man in der Schweiz für völlig absurde Studien über Depressionen Tieren wochenlang Stromstöße verpasst. Trotzdem ist es schwierig, solche Versuche zu verbieten. Dazu muss man beweisen können, dass sie bereits durchgeführt wurden oder sich ihr Ziel mit den umgesetzten Mitteln nicht erreichen lässt. Im Bereich der Grundlagenforschung lässt sich aber fast nicht im Voraus beweisen, ob der Zweck eines Versuchs oder seiner wissenschaftlichen Hypothese erfüllt werden kann.

Wie ein Artikel zeigte, der 2006 im Journal of American medical association erschien, führte nur ein Drittel der Tierversuche, die bei zweitausend Medikamenten zuerst an Tieren und anschliessend am Menschen getestet wurden, zu Resultaten, die sich auf den Menschen übertragen liessen. Das Problem ist nicht nur auf den geringen Prozentsatz der Vergleichsdaten zurückzuführen. Vielmehr lässt sich im Voraus in keiner Weise abschätzen, ob die Daten auf den Menschen übertragen werden können oder nicht. Das Tiermodell ermöglicht keine Vorhersagen. Es besteht ein klares Interesse daran, die Verwendung von Tieren zu verbieten, um die Entwicklung einer besseren Forschung zu ermöglichen. Bis sich die Bevölkerung dieser Ressourcenverschwendungen jedoch bewusst wird, muss man sich dafür einsetzen, dass die Verwendung von Tieren und die für sie damit verbundenen Leiden möglichst eingeschränkt werden. Auch wenn das Resultat angesichts der Zeit und Energie in Kommissionsarbeit gering ist.

Am 13. Dezember 2011 veröffentlichte der Staatsrat seinen Bericht. Einleitend wies er darauf hin, „dass der Schweizerische Rechtsrahmen bezüglich Tierversuchen im internationalen Vergleich besonders streng sei, und zwar eben gerade als Antwort auf die seitens der Bevölkerung vorgebrachten Befürchtungen.“ Auf das Gutachten zur Erläuterung der „ethischen Fragen in Zusammenhang mit Tierversuchen“ der Professoren Alex Mauron und Samia Hurst vom Institut für biomedizinische Ethik der Universität Genf gestützt, deren positive Gutachten für Tierversuche bestens bekannt sind, versicherte er zudem, die Forschenden der Universität Freiburg würden „die entsprechenden gesetzlichen Vorschriften“ selbstverständlich respektieren. Sie „beteiligen sich zudem auch an den Bemühungen zur Einschränkung von Tierversuchen, wo immer dies möglich ist, etwa durch den Einsatz von Zellkultursystemen oder von Einzellern oder auch Computermodellen. Sie setzen dabei das sogenannte 3R-Prinzip um (...). Ziel dieses Prinzips ist es, die Zahl der verwendeten Tiere zu verringern, die Methoden zu verfeinern, um die Versuche zu optimieren, und die Belastung, die sie verursachen, zu reduzieren, sowie das Tiermodell nach Möglichkeit durch andere Modelle zu ersetzen.“

Alles in Butter also. Die Bürgerinnen und Bürger konnten beruhigt feststellen, dass an dieser Institution Good Practices herrschen.

Ist Dr. Ménache inkompetent?

Welche Kriterien veranlassten den Staatsrat dazu, Dr. André Ménache auszubooten?

Der 1954 in Belgien geborene André Ménache wuchs in Südafrika auf. Nach einem Bachelor in Zoologie erlangte er 1980 an der Universität in Pretoria seinen Doktortitel in der Veterinärmedizin. Er begab sich anschliessend nach Israel, wo er als Veterinär beim Tierschutzverein in Tel Aviv tätig war. Später stellte ihn das Deontological Committee des Gesundheitsministeriums bis 2003 im Gesundheitsbereich an.



„Für eine verantwortungsbewusste Wissenschaft“

Von 1995 bis 2001 setzte sich André Ménache bereits für den Ersatz von Tieren in der Forschung ein. Dies insbesondere als Präsident der Vereinigung „Doctors and Lawyers for Responsible Medicine“. Im Jahr 2004 zog er nach England, wo er sein Engagement als wissenschaftlicher Berater der Organisation Animal Aid fortsetzte. 2007 wurde er zum Direktor des „Wissenschaftliches Gremium für eine verantwortungsbewusste Wissenschaft“ von Antidote Europe ernannt, dessen Sitz sich in Frankreich befindet. Seit 2011 gehört er dem deontologischen Komitee der belgischen Regierung an, das die Fragwürdigkeit der Verwendung von Tieren in Experimenten analysiert. Gleichzeitig arbeitet er als wissenschaftlicher Berater mit verschiedenen Tierschutzverbänden zusammen, unter anderem bei der LSCV als Fachmann für Alternativmethoden.

Bei den 12'385 Tieren, die im Kanton Freiburg im Jahr 2012 für Tierversuche eingesetzt wurden, handelt es sich auf den ersten Blick um eine bescheidene Zahl im Vergleich zu den 100'000 Tieren, die Bern oder Zürich verwenden, oder den 200'000 Tieren, welche die Basler Pharmaindustrien jährlich opfern. Trotzdem setzt Freiburg als einziger Kanton mit Basel-Stadt und Zürich in seinen Labors Affen, Katzen und Hunde ein. In der Gemeinde Saint-Aubin werden deshalb Hunderte von Hunden und Katzen gehalten, die bei Versuchen von Novartis verwendet werden. Hier werden Tiere infiziert und es werden ihnen Parasiten injiziert. Von 4'656 Hunden, Katzen und Affen, die letztes Jahr in der ganzen Schweiz eingesetzt wurden, entfielen über tausend auf den Kanton Freiburg¹.



Minimalistische Kontrollen der Tierversuche

2012 erteilte der Kantonsveterinär 49 Bewilligungen, um neue Tierversuche durchführen zu können. Aufgrund welcher Gutachten und unter welchen Bedingungen erfolgte dies?

Der Staatsrat versicherte, die Universität würde die Gesetze einhalten. Worauf beruht diese Behauptung, wenn im Tätigkeitsbericht zum Veterinärwesen zu lesen ist, dass² im Jahr 2012 nur vier Kontrollen stattfanden?

Vier Kontrollen bei 103 laufenden Versuchen. Was für eine minimalistische Tätigkeit der Behörde. Nicht einmal das vom Bundesgesetz geforderte Minimum wird eingehalten: die jährliche Kontrolle der Versuchstierhaltungen (Art. 216, Abs. 1 TSchV) und ein Fünftel der laufenden Versuche (Art. 216, Abs. 3 TSchV).

In der Folge hätte die kantonale Behörde 2012 mindestens 21 Tierversuche und alle Versuchstierhaltungen kontrollieren müssen.

Trotz dieser Tatsache ist die Bundesverwaltung nicht eingeschritten, um die kantonalen Behörden auf ihre Pflicht hinzuweisen. Trotzdem versichert der Staatsrat, alles sei unter Kontrolle.

Fussnoten:

¹ Im Jahr 2012 wurden an der Universität Freiburg 785 Hunde, 229 Katzen und 21 Primaten eingesetzt.

² Jahresbericht SAAV, S.32

http://lscv.ch/images/actions/petitions/2013/fribourg/2012_Rapport_annuel_SAAV-Fribourg.pdf

Petition



Für eine wahre Kontrolle der Tierversuche in Freiburg

Für eine von der Behörde unabhängige Freiburger Kommission für Tierversuche, wie sie die eidgenössische und kantonale Gesetzgebung vorsieht

Die eidgenössische Gesetzgebung (TSchG) fordert, dass die Kantone, die Tierversuche bewilligen, je eine aus Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche bestellen, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der die Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind (Art. 34 TSchG).

Diese kantonalen Kommissionen haben den Auftrag, die von den Forschenden eingereichten Bewilligungsgesuche für Tierversuche zu prüfen und ein Gutachten zuhanden des Veterinäramtes zu erstellen (Art. 18 TSchG). Die Kommission prüft zudem die Tierversuche und die Tierhaltung.

Die Kommissionen sollen gewährleisten, dass die kantonale Behörde (Veterinäramt) weder infolge politischen oder wirtschaft-

lichen Drucks beziehungsweise von Interessenkonflikten missbräuchliche Bewilligungen erteilt noch vor Verstößen gegen die mit der Durchführung von Versuchen oder der Tierhaltung verbundenen Bestimmungen die Augen verschließt.

Staatsrat ernennt illegal ein Mitglied

Anlässlich der Ernennung der Kommissionsmitglieder am 11. Dezember 2012 ernannte der Staatsrat illegal einen Veterinär als „Tierschutzvertreter“. Dabei gehörte dieser gar keiner Tierschutzorganisation an. Seine Kandidatur wurde nach der Anwerbung des Amtes für Veterinärwesen (LSVW) eingereicht, um die Ernennung eines Vertreters der Tierschutzverbände zu verhindern.

Wir, die Unterzeichnenden dieser Petition, fordern den Grossen Rat auf, die Methoden des LSVW strikt abzulehnen. Wir fordern den Staatsrat auf, die in Frage gestellte Nominierung als ungültig zu erklären und umgehend die Nominierung von Dr. André Ménache vorzunehmen, dessen Kandidatur offiziell von einer Tierschutzorganisation eingereicht worden war.

Wir fordern den Grossen Rat auf, die Massnahmen zu unterstützen, die im Rahmen der Universität Freiburg und anderer öffentlicher sowie privater Organisationen die Tierhaltung sowie die Praxis illegaler Tierversuche behindern.

	Name, Vorname	Adresse	Unterschrift
1			
2			
3			
4			
5			

Frist für die Unterschriftensammlung: 10. November 2013. Lancierung der Petition: 10. Juni 2013. Alle im Kanton Freiburg wohnhaften Personen können die Petition unterzeichnen. Bitte senden Sie die Petition an eine der folgenden Adressen. Unter diesen können auch weitere Petitionsbögen bezogen werden:

AG STG : Brisiweg 34, 8400 Winterthur, T : 052 213 11 72, office@agstg.ch

Animal rights : Rue Hans-Geiler 2, 1700 Fribourg, T : 079 919 57 10, info@animal-rights.ch

ATRA : via Capelli 28, 6900 Lugano, T : 091 970 19 45, infoatra@bluemail.ch

Schweizer Liga gegen Vivisektion : Postfach 148, 1226 Thônex, T : 022 349 73 37, admin@lscv.ch





Preis der Egon-Naef-Stiftung für die In-vitro-Forschung (FENRIV)

Preis 2012 geht an Dr. Luc Stoppini

Am 19. Januar 2013 wurde schon zum dreizehnten Mal der Preis der Egon-Naef-Stiftung verliehen. Ort der Übergabe war das Genfer Hotel „Royal Manotel“. Bei dieser Gelegenheit wurde Dr. Luc Stoppini von der Genfer Fachhochschule für Landschaft, Engineering und Architektur (Hepia/HESSO) ausgezeichnet. Mit dem Preis wird er für seine Studien zur Neurotoxikologie und zur Behandlung zerebraler Erkrankungen geehrt. Er entwickelte ein In-vitro-Modell, mit dem sich bestimmen lässt, ob eine Substanz toxisch ist oder ob sie sich auf die menschlichen Neuronen vielmehr positiv auswirkt.



Bei der besagten Technologie werden auf einem Chip mit einem Durchmesser von wenigen Millimetern menschliche Neuronen angebracht, die sich *in vitro* wie in einem Gehirn verhalten. Ein Mini-Herz schlägt und Leberzellen bilden eine Miniaturleber. Mit den Mikro-Elektroden, auf denen die Gewebe wachsen, lassen sich die Toxizität eines Produkts oder die Auswirkungen eines künftigen Medikaments testen. Dazu werden verschiedene Parameter wie der pH-Wert, die elektrische Aktivität oder die Sauerstoffzufuhr gemessen.

gen neuer Medikamente oder zu allfälligen Nebenwirkungen. Das Biochip-Modell wird Nervengewebe, aber auch ein Herz, Muskeln, eine Leber und Nieren umfassen, die durch ein Mikrofluid-System kommunizieren können. An den Multiorgan-Modellen arbeiten noch weitere Forscherteams. In diesem Bereich sollten schon bald entscheidende Fortschritte erzielt werden. Dank der Entwicklung von 3D-Zellkulturen lassen sich Tierversuche durch die neuen Modelle auf vorteilhafte Weise ersetzen, um eine sicherere, ethischere und wissenschaftlichere Forschung zu betreiben.

Biochip-Multiorgane und 3D-Zellkulturen

Im Rahmen eines weiteren Projekts, das immer noch am Laufen ist, möchte Luc Stoppini eine neue Generation von „Biochip-Multiorganen“ entwickeln. Dieses Vorgehen, das eine wichtige Alternative zu Tierversuchen darstellt, ermöglicht bessere Vorhersagen zu den Auswirkun-

A propos der E. Naef-Stiftung für die In-vitro-Forschung (FENRIV)

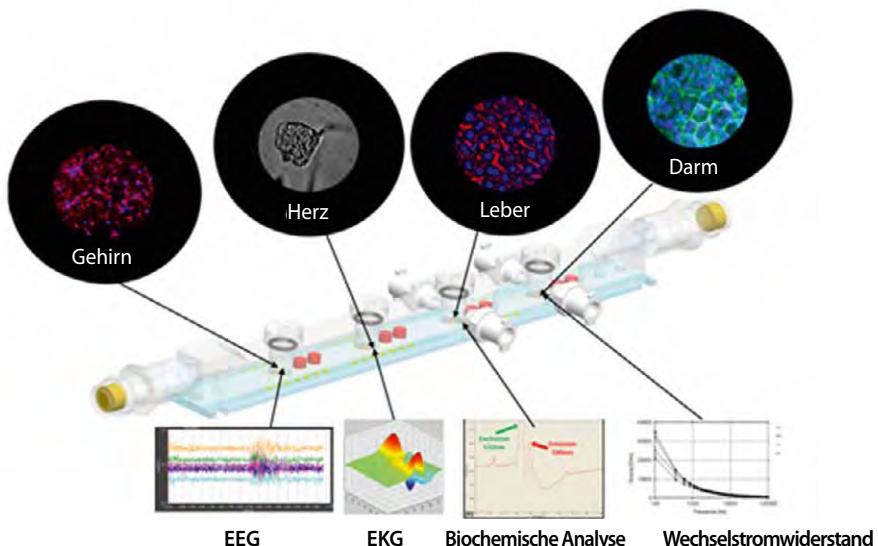
Die Genfer Stiftung FENRIV wurde 1998 gegründet. Ihr Ziel besteht darin, alle In-vitro-Forschungsmethoden zu fördern und die Wissenschaftler zu ermutigen, alternative Mittel und Wege zum Tierversuch zu finden. Dank ihrer Unterstützung schuf die Medizinische Fakultät der Universität Genf (UNIGE) 2009 den ersten Schweizer Lehrstuhl für die Entwicklung von Alternativmethoden. Dieser stellt auch einen Treffpunkt für Wissenschaftler und Verbände dar, die sich für die Rechte der Tiere einsetzen.



Infos : www.fondation-naef.com

Die Naef-Stiftung verfolgt ihre Ziele weiter

Nach dem Hinschied unseres lieben Kollegen und Freundes Egon Naef, Vorstandsmitglied der LSCV und Präsident der Naef-Stiftung, verfolgen seine drei Kinder die Stiftungsziele weiter, die ihm am Herzen lagen. Zu unserer grossen Freude hat inzwischen Marcel Naef das Präsidium übernommen. Alternativmethoden erhalten von der Öffentlichkeit nur eine geringe finanzielle Unterstützung. Deshalb ist es sehr wichtig und erfreulich, dass die Aktivitäten der Stiftung weitergeführt werden.



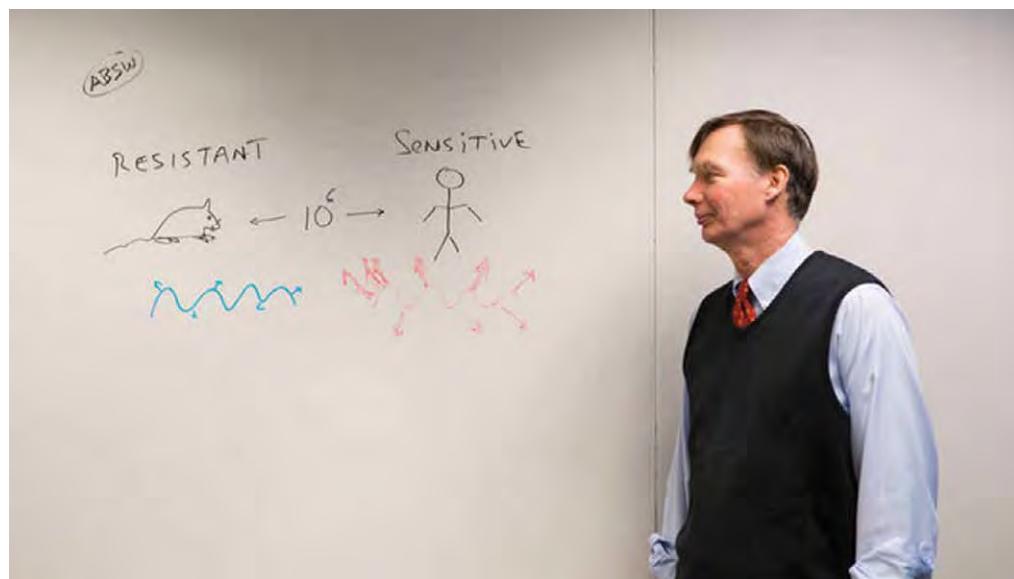
Bitte unterschreiben Sie die Petition und lassen Sie sie unterschreiben

Rücksendedatum: bis spätestens den 10. November 2013.
Danach wird die Petition der Petitionskommission des Freiburger Grossen Rates überreicht.

In der „New York Times“ vom 11. Februar 2013 erschienener Artikel

Mäuse sind keine brauchbaren Modelle um tödliche Krankheiten beim Menschen zu erforschen

Mäuse stellen seit Jahrzehnten die bevorzugte Art dar, um menschliche Krankheiten zu untersuchen. Inzwischen haben Forscher jedoch den Beweis erbracht, dass das Mäusemodell die Wissenschaftler bei mindestens drei tödlichen Erkrankungen völlig in die Irre geführt hat. Es handelt sich dabei um Blutvergiftung, Verbrennungen und Traumas. Sie bestätigen, dass jahrelange Forschungen und Milliarden von Dollars für Irrwege verschwendet wurden.



Dr. H. Shaw Warren gehört zu den Autoren einer neuen Studie, welche die Verwendung von Labormäusen als Modelle für alle menschlichen Krankheiten in Frage stellt.

Die Schlussfolgerungen aus dieser Studie bedeuten nicht, dass Mäuse für alle menschlichen Krankheiten unbrauchbare Modelle sind. Die Autoren stellen ihren Nutzen aber bei Krankheiten stark in Frage, mit denen sie sich im Rahmen ihrer Arbeiten beschäftigten. Gemeint sind Erkrankungen des Immunsystems, insbesondere Krebs und Herzleiden. „*Unser Artikel weist zumindest auf die Möglichkeit hin, dass eine Parallel-Situation besteht*“, erklärt Dr. H. Shaw Warren, Forscher im Bereich der Blutvergiftung am Massachusetts General Hospital und einer der Hauptakteure der Studie.

Der am Montag in der Zeitschrift *Proceedings of the National Academy of Sciences* erschienene Artikel macht deutlich, warum an die 150 Medikamente gescheitert sind, die mit hohen Kosten an Patientinnen und Patienten getestet wurden, die unter Blutvergiftung litten. Die klinischen Versuche beruhten allesamt auf Studien, die an Mäusen durchgeführt wurden. Nun hat sich gezeigt, dass Mäuse Symptome aufweisen können, die einer Blutvergiftung bei Menschen ähnlich sind, sich aber tatsächlich stark von der menschlichen Erkrankung unterscheiden.

Wie medizinische Expertinnen und Experten, die nicht an der Studie teilnahmen, erklären,

dürften diese Resultate den Kurs der weltweiten Erforschung einer tödlichen Erkrankung denen Ärzte oft machtlos gegenüberstehen ändern. Die Blutvergiftung tritt auf, wenn der Körper eine Infektion bekämpft. Davon sind in den Vereinigten Staaten jährlich 750'000 Patientinnen und Patienten betroffen. 25 bis 50% sterben daran. Diese Krankheit kostet den Staat jedes Jahr 17 Milliarden Dollar und stellt die häufigste Todesursache auf Intensivstationen dar.

„*Diese Studie bringt die Spielregeln durcheinander*“, erklärt Dr. Mitchell Fink, Experte für Blutvergiftung an der University of California in Los Angeles.

„*Es ist kaum zu glauben*“, stellt Dr. Richard Wenzel, ehemaliger Leiter der Abteilung für Innere Medizin an der Virginia Commonwealth University und ehemaliger Redaktor des *New England Journal of Medicine*, fest. „*Die haben voll und ganz recht.*“

Potenziell tödliche Abwehrkräfte treten auf, wenn das Immunsystem auf vermeintliche Gefahrensignale überreagiert. Dies können beispielsweise von Bakterien, Viren oder Pilzen produzierte toxische Moleküle oder von Zellen, die durch Traumata oder Verbrennungen geschädigt wurden, ausgeschiedene Proteine

sein, erklärte Dr. Clifford S. Deutschman der die Forschungsarbeiten an der University of Pennsylvania leitet aber nicht an der Studie teilnahm.

Ein zu stark belastetes Immunsystem setzt seinerseits Proteine in so beträchtlichen Mengen frei, bis die Kapillare undicht werden. Durch das starke Rinnen entweicht das Serum den winzigen Blutgefäßen. Der Arteriendruck fällt und die lebenswichtigen Organe werden nicht mehr ausreichend mit Blut versorgt. Trotz aller Bemühungen kann es dem Pflegepersonal der Intensivstationen oder der Notfallabteilungen nicht gelingen, den Blutverlust zu kompensieren und die Infektion oder den Gewebeschaden zu stoppen. Dies führt zu einem Multorganversagen wichtiger Organe.

Diese neue Studie, die zehn Jahre dauerte und an der landesweit 39 Forscherinnen und Forscher beteiligt waren, begann mit einer Untersuchung weißer Blutkörperchen bei Hunderten von Patientinnen und Patienten, die unter starken Verbrennungen, Traumas oder Blutvergiftung litten. Dabei wurde bestimmt, welche Gene diese Zellen verwendeten, um solche Gefahrensignale zu bekämpfen.

Wie Ronald W. Davis, Genomik-Experte an der Universität Stanford und einer der Hauptautoren der Studie, erklärt, stellten die Forscherinnen und Forscher interessante Schemen fest und legten eine umfassende und sorgfältig erstellte Datensammlung an, die diesen Forschungsbereich bei seiner Entwicklung unterstützen sollte. Gewisse Schemen scheinen vorauszusagen, wer überleben kann und wer eine negative Prognose erhält und in der Folge oft stirbt.

Die Gruppe versuchte, ihre Entdeckungen in verschiedenen Zeitschriften zu veröffentlichen. Gemäß Dr. Davis gehörte zu den vorgebrachten Einwänden, die Forscherinnen und Forscher hätten nicht bewiesen, dass die Gene der Mäuse gleich reagierten.

„*Sie waren so an Studien an Mäusen gewöhnt, dass sie diese für notwendig hielten, um Resultate zu validieren*“, erwähnte er. „*Sie sind so damit beschäftigt, Mäuse zu kurieren und vergessen dabei, dass das Endziel darin besteht, Menschen zu heilen*.“

„*Also fragten wir uns, ob bei den Mäusen das gleiche Phänomen auftrat*“, stellt er abschließend fest. Das Team beschloss deshalb, der Frage nachzugehen, und erwartete einige Ähnlichkeiten. Die Analyse der Daten zwang die Beteiligten aber zur Erkenntnis, dass es keine solchen Ähnlichkeiten gab. „*Wir wurden von den Resultaten buchstäblich weggestoppt*“, erklärt Dr. Davis.

Es war offensichtlich, dass die Medikamente gescheitert waren. So wurde beispielsweise bei Mäusen ein Gen aktiviert während beim Menschen das vergleichbare Gen ausgeblendet wurde. Ein Medikament das bei Mäusen wirkte, indem es ein bestimmtes Gen ausschaltete, könnte bei Menschen zu tödlichen Reaktionen führen.

Noch überraschender war gemäss den Aussagen von Dr. Warren die Tatsache, dass die verschiedenen Leiden wie Verbrennungen, Traumas und Blutvergiftung bei den Mäusen nicht dem gleichen Schema entsprachen. Jedes Leiden betraf krankheitsspezifische Gene. Bei den Menschen treten hingegen in allen drei Fällen ähnliche Gene auf. Wenn die Forscherinnen und Forscher also ein effizientes Medikament entdecken, um eine dieser Krankheiten beim Menschen zu behandeln, könnte das Medikament alle drei heilen.

Die Forscherinnen und Forscher der Studie versuchten über ein Jahr lang, ihren Artikel über die fehlende Verbindung zwischen den Genen von Mäusen und Menschen zu publizieren. Sie wollten den Artikel in den Zeitschriften *Science* und *Nature* veröffentlichen und damit ein breites Publikum ansprechen, stiessen jedoch in beiden Fällen auf Ablehnung.

Science und *Nature* erklärten, ihre Charta sehe es nicht vor, die Ablehnung eines Artikels zu begründen oder den Erhalt von Artikeln zu bestätigen. Trotzdem wies Ginger Pinholster von der Zeitschrift *Science* darauf hin, ihr Magazin veröffentlichte nur 7% der jährlich erhaltenen rund 13'000 Artikel. Es komme häufig vor, dass ein Artikel die Selektion nicht übersteht.

Dr. Davis erklärt jedoch, die Mitglieder des Leseausschusses hätten keinerlei wissenschaftliche Fehler festgestellt. Seiner Ansicht nach „lautete die häufigste Antwort: 'Sie müssen sich täuschen. Wir können nicht sagen, warum dies so ist. Sie müssen sich aber täuschen.'“

Schliesslich wandten sich die Autoren an die Zeitschrift *Proceedings of the National Academy of Sciences*. Als Mitglied dieser Akademie konnte Dr. Davis Gutachter vorschlagen. Er entschied sich für Forscher, die in der Lage waren, die Arbeiten auf völlig sachliche Weise zu evaluieren. „Wenn ihnen der Artikel nicht gefällt, möchte ich wissen, warum dies so ist“, erklärte er. Die Gutachter empfahlen die Publikation und der Redaktionsvorstand der Zeitschrift, der die Artikel selbständig prüft, erteilte seine Zustimmung.

Beim Lesen des Artikels sind gewisse Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler ange-sichts der Daten heute genauso erstaunt wie die Autoren. „Als ich den Artikel zur Kenntnis nahm, war ich über die schlechten Resultate erstaunt, die sich bei den Mäusen ergaben“, erklärt Dr. Fink. „Die völlig mangelnde Korrelation ist absolut erstaunlich. Diese Daten sind so überzeugend und handfest, dass sie die für die Finan-

zierung zuständigen Organisationen sicherlich berücksichtigen werden. Bis anhin musste man Versuche an einem Mäusemodell vorschlagen, um auf eine Finanzierung hoffen zu können.“

Ein wichtiges Indiz hätte die wissenschaftliche Gemeinschaft jederzeit daran zweifeln lassen müssen, dass Mäuse in diesem Bereich die Menschen nicht wirklich nachahmen können: Es ist sehr schwierig, eine Maus mittels einer Bakterieninfektion zu töten. Dazu ist ein Bakterienanteil im Blut erforderlich, der über eine Million Mal grösser ist als derjenige, der einen Menschen töten würde. „Mäuse können sich von Abfall und verdorbenen Lebensmitteln ernähren“, betonte Dr. Davis. „Wir können das nicht, wir sind zu empfindlich.“

Die Forscherinnen und Forscher erklärten, wenn sich die Widerstandsfähigkeit der Mäuse erklären lasse, so könnten sie diese Erkennt-

nis nutzen, um herauszufinden, wie Menschen ebenso widerstandsfähig gemacht werden können. „Diese Publikation ist von grundlegender Bedeutung“, erklärte Dr. Richard Hotchkiss, der sich an der University of Washington mit der Blutvergiftung befasst und nicht an der Studie teilnahm. «Das sind handfeste Argumente - interessieren Sie sich für die Patientinnen und Patienten. Entnehmen Sie ihre Zellen. Entnehmen Sie ihnen wenn möglich jedes Mal Gewebe. Entnehmen Sie Zellen der Atemwege.“ „Um Blutvergiftungen zu verstehen, müssen Patientinnen und Patienten untersucht werden“, betonte er.

http://www.nytimes.com/2013/02/12/science/testing-of-some-deadly-diseases-on-mice-mislead-report-says.html?nl=todaysheadlines&emc=edit_th_20130212&_r=2&

« Um Blutvergiftungen zu verstehen, müssen Patientinnen und Patienten untersucht werden »



Eine Maus verträgt eine millionenfach höhere Bakterienbelastung in ihrem Blut bevor sie daran stirbt, als die, die einen Menschen umbringen würde.

Kühlmittel-Inhalationstest an 120 Kaninchen verboten



Die ECEAE freut sich über einen Entscheid der Widerspruchskammer der Europäischen Chemikalienagentur

Die Europäische Koalition zur Beendigung von Tierversuchen (ECEAE) nimmt mit Genugtuung einen Entscheid zur Kenntnis, den die Widerspruchskammer (Board of Appeal) der Europäischen Chemikalienagentur (ECHA) am 29. April 2013 gefällt hat. Dieser betrifft eine Beschwerde des Chemiekonzerns Honeywell. Die ECHA wollte das Unternehmen zwingen, an Kaninchen ein Kühlmittel zu testen, das zur Klimatisierung von Autos verwendet wird.



Die ECEAE sowie DuPont, ein anderer Hersteller des Kühlmittels, waren befugt, bei der Beschwerde zu intervenieren. Es handelt sich um den ersten Entscheid der Widerspruchskammer zu Versuchen, die im Rahmen von REACH¹ gefordert werden.

Der Entscheid stellt bezüglich Tierversuchen einen Meilenstein dar. Die Widerspruchskammer geht davon aus, dass die ECHA gegen einen Grundsatz von REACH verstossen hat. Dieser besagt, dass Tierversuche nur als letztes Mittel durchgeführt werden dürfen. Sie hält den Entscheid der ECHA zudem für unverhältnismässig. Dieser ermöglicht es nicht, das Ziel des Versuchs ausreichend zu bestimmen und zu evaluieren, ob Kaninchen tatsächlich die geeignete Spezies darstellten. Zudem liesse sich nicht feststellen, ob die geforderten Versuche tatsächlich sinnvoll wären und überhaupt durchgeführt werden könnten. Nach Ansicht der ECEAE hätte die ECHA einen stufenweisen Ansatz wählen müssen, bei dem zunächst Alternativmethoden (ohne Tierversuche) bestimmt werden, um mögliche Sicherheitsbedenken auszuräumen.

Nach einer 2010 durchgeföhrten Konformitätskontrolle forderte die ECHA die Firma Honeywell auf, einen weiteren 90-tägigen Inhalationstest durchzuführen.

Die Firma erfüllte alle im Rahmen von REACH geforderten Kriterien, aber ECHA zeigte sich über die Resultate einer Studie besorgt, im Laufe derer mehrere Kaninchen verendeten.

¹ Die europäische Richtlinie REACH schreibt den Industriebetrieben seit 2007 vor, die Toxizität chemischer Produkte zu testen, die im Handel vertrieben werden. Die Europäische Chemikalienagentur (ECHA) hat die Aufgabe, solchen Toxizitätstests an Labortieren zuzustimmen oder diese abzulehnen.

Honeywell reichte Beschwerde ein und begründete diese damit, dass es keine vergleichbaren Experimente gäbe und 90-Tage-Studien an Kaninchen nur selten durchgeführt würden (ECHA fand tatsächlich nur sieben ähnliche Studien über die letzten zwanzig Jahre). Inhalationstests gelten als sehr grausam. Die Kaninchen werden dem Kühlmittel mehrere Stunden pro Tag ausgesetzt, indem sie zwangsweise in Röhren gestopft werden, um sicher zu gehen, dass sie das Mittel auch tatsächlich inhalieren.

Alternativmethoden für die öffentliche Gesundheit zuverlässiger

Die ECEAE intervenierte in diesem Fall im Jahr 2011. Die Tatsache, dass die Widerspruchskammer auf ihre Begründung eintrat, warum der Versuch unverhältnismässig sei, ist sehr erfreulich. Die ECEAE nahm auch an der mündlichen Anhörung teil, die im Dezember 2012 in Helsinki stattfand. Dieser war der letzte Schritt eines umfassenden Beschwerdeverfahrens.

Apropos ECEAE

Die ECEAE (European Coalition to End Animal Experiments) wurde 1990 nach der Absichtsbekundung der Europäischen Union gegründet, sämtliche Kosmetikprodukte und deren Bestandteile erneut an Tieren zu testen. In der Folge schlossen sich verschiedene Tierschutzorganisationen zusammen, um auf die öffentliche Hand Druck auszuüben und Tausenden von Tieren unnötige Leiden zu ersparen. Da diese Bestrebungen sehr erfolgreich waren, lancierten die Mitgliederorganisationen im Jahr 1998 das internationale Label für «gewaltlose» Kosmetik HCS (Humane Cosmetics Standard). Die ECEAE umfasst nur Organisationen, welche eine völlige Abschaffung von Tierversuchen anstreben. Ihre Mitglieder vereinen ihre Kompetenzen bezüglich Gesetzgebung, Wissenschaft, Kommunikation und Politik. Derzeit gehören der ECEAE 23 Organisationen aus Ländern wie England, Irland, Deutschland, Holland, Frankreich, Spanien, Italien, Finnland, Schweden, Norwegen usw. an. Die ECEAE wird in der Schweiz durch die Schweizer Liga gegen Vivisektion vertreten.



Die ECEAE und REACH

Als Beobachtermitglied der ECHA erhält die ECEAE Einsicht in die Dossiers, die im Rahmen von REACH eingereicht werden. Für diese Arbeit, die verschiedene Mitgliederorganisationen der ECEAE wie die LSCV finanzieren, sind zwei Toxikologie-Experten zuständig. Das Vorgehen soll es ermöglichen, gegen Tierversuche, die als unnötig erachtet werden, Beschwerde einzureichen. Es handelt sich dabei um Fälle, in denen bereits ähnliche Studien durchgeführt wurden, oder Tests die mit In-vitro- oder In-silico-methoden ersetzt werden könnten. Aufgrund der Empfehlungen von REACH wurden bereits verschiedene Tests zurückgezogen. Dies rettete rund 7'000 Tieren das Leben. Bei den Versuchen handelte es sich beispielsweise um Tests für Klebstoffe, Gummi usw. Nach diesem ersten Sieg vor der Widerspruchskammer ist die ECEAE noch an einer weiteren Beschwerde beteiligt.

Die Koalition konnte ihre rechtlichen und wissenschaftlichen Argumente vorbringen. Sie berief sich auf die Tatsache, dass Tierversuche nur die letzte Möglichkeit darstellen dürfen, das fehlende Vorgängerexperiment, das Vorhandensein einer Alternativmethode (die Toxikokinetik), Erwägungen in Hinsicht auf das Wohlbefinden der Tiere und die Angemessenheit des Versuchs. Auf diese Argumente stützte sich die Widerspruchskammer, als sie die Versuche an den Kaninchen ablehnte.

Der Fall geht nun wieder an die ECHA zurück, die das Kühlemittel neu überprüfen muss. Dieser Entscheid der Widerspruchskammer stellt jedoch bezüglich Inhalationstests an Tieren einen grossen Fortschritt dar. Die ECEAE setzt sich für ein vollständiges Verbot von Tierversuchen für Toxizitätsstudien und ihren Ersatz durch Alternativmethoden ein, welche für die öffentliche Gesundheit zuverlässiger sind.

Unterzeichnen Sie die Eidgenössische Volksinitiative «Für den Schutz der Grossraubtiere (Bär, Wolf und Luchs)»

DRINGEND: Es bleiben nur noch zwei Monate Zeit, um die Initiative zu unterzeichnen!

Bis anhin wurden rund 70'000 Unterschriften gesammelt. Nun fehlen nur noch weitere 30'000, um die Initiative vor dem 19. Dezember 2013 einreichen zu können.

Das Ziel ist realistisch, aber die Zeit drängt. Jede Unterschrift muss von den Gemeinden beglaubigt werden, bevor sie eingereicht wird. Bitte senden Sie den unten stehenden Unterschriftenbogen (ohne ihn auszuschneiden) so rasch als möglich ausgefüllt und unterzeichnet zurück. Senden Sie ihn auch dann ein, auch wenn er nur eine einzige Unterschrift enthält. Herzlichen Dank Ihnen allen für Ihre Unterstützung!

Über das mit der Initiative angestrebte strenge Verbot hinaus, Grossraubtiere erlegen zu dürfen, unterstützen wir auch Massnahmen zum Schutze der Herden. Derzeit ist es gang und gäbe, auf unseren Alpen Hunderttausende von Rindern oder Ziegen übersommern zu lassen. Für die Züchter ist damit ein klares

wirtschaftliches Interesse verbunden: Während mehreren Monaten ernähren sich die Tiere fast ausschliesslich von dem, was sie vor Ort finden. Dies führt jedoch dazu, dass sie bei Verletzungen oder Krankheiten mehrere Tage mit dem Tode ringen und sterben können, ohne die geringste Pflege zu erhalten. Jedes Jahr sterben auf unseren Alpen so Tausende von Nutztieren. 2011 waren es beispielsweise 4221 Schafe, die während der Sömmierung starben. Grossraubtieren fielen hingegen nur 294 Schafe zum Opfer.

Die Massnahmen zum Schutze der Herden, die bei einer Annahme der Initiative zu treffen sind, werden das Vieh vor Wölfen und Luchsen schützen. Sie sollten aber insbesondere dazu beitragen, die krankheits- und unfallbedingten Verluste zu mindern, da die Herden besser überwacht sind.

Ein weiteres Ziel der Initiative ist es, eine echte öffentliche Diskussion darüber zu lancieren, wel-

Um von den Behörden für gültig erklärt zu werden müssen zwingend folgende Punkte eingehalten werden:

1. Nur Schweizer Bürger und Bürgerinnen mit Wohnsitz in der Schweiz können unterschreiben.
2. Das Geburtsdatum muss vollständig sein.
3. Ein Unterschriftenbogen kann nur Unterschriften aus einer Gemeinde enthalten. Nicht vergessen, den Namen der Gemeinde auf dem Blatt einzutragen.
4. Es muss von Hand unterschrieben werden. Blätter die wir per Fax, E-Mail oder kopiert erhalten, sind ungültig.
5. Das Blatt des Unterschriftenbogens darf nicht manipuliert werden. Es muss die ganze Tabelle und Gesetzesexte enthalten. Ein zerschnittenes oder geklebtes Unterschriftenblatt wird für ungültig erklärt.

chen Platz wir den Grossraubtieren einräumen möchten. Haben sie einen Platz in unserer Umwelt, oder bestimmen nur die Jäger, wie zum Beispiel der Bestand der Huftiere zu regeln ist?



Eidgenössische Volksinitiative «Für den Schutz der Grossraubtiere (Bär, Wolf und Luchs)»

Im Bundesblatt veröffentlicht am 19.Juni 2012. Die unterzeichneten stimmberechtigten Schweizer Bürgerinnen und Bürger stellen hiermit, gestützt auf Art. 34, 136, 139 und 194 der Bundesverfassung und nach dem Bundesgesetz vom 17. Dezember 1976 über die politischen Rechte, Art.68ff, folgendes Begehr:

I
Die Bundesverfassung wird wie folgt geändert:

Art. 79 Abs. 2–5 (neu)

² Die Grossraubtiere Bär, Wolf und Luchs sind aufgrund ihrer biologischen und regulierenden Rolle auf dem gesamten Gebiet der Schweiz geschützt. Sie dürfen nicht getötet werden.

³ Der Bund trifft die erforderlichen Massnahmen zum Schutz von Nutztieren.

⁴ Ausnahmsweise und nur als letzte Massnahme kann der Bund Vergrämungen mit Gummischrot und Umsiedlungsmassnahmen bewilligen.

⁵ Mit einer Freiheitsstrafe von mindestens sechs Monaten oder einer Geldstrafe von mindestens

5000 Franken wird bestraft, wer gegen das Verbot nach Absatz 2 verstösst.

II

Die Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung werden wie folgt geändert:

Art. 197 Ziff. 9 (neu)

9. Übergangsbestimmung zu Art. 79 Abs. 2–5 (neu) (Fischerei und Jagd)

Spätestens sechs Monate nach Annahme von Artikel 79 Absätze 2–5 durch Volk und Stände erlässt der Bundesrat die Ausführungsbestimmungen auf dem Verordnungsweg. Diese behalten ihre Gültigkeit, bis sie durch die entsprechende Bundesgesetzgebung abgelöst werden.

Das Initiativkomitee, bestehend aus nachstehenden Urheberinnen und Urhebern, ist berechtigt, diese Volksinitiative mit absoluter

Mehrheit seiner stimmberechtigten Mitglieder zurückzuziehen: Barth Jean-Alain, route de Frontenex 60 C, 1207 Genève, Prinz Michel, rue de Contamines 33, 1206 Genève, Fantazi Myriam, rue Plantamour 41, 1201 Genève, Ruet Yvan, rue de Lausanne 67, 1202 Genève, Wenger Alain, rue Henri-Mussard 15, 1208 Genève, Jeannairet Yves, rue Gustave-Moynier 6, 1202 Genève, Petterson Ivar, Quai Charles-Page 49, 1205 Genève, Good Sturzenegger Marlyse, avenue Jules-Crosnier 10, 1206 Genève, Tatti Vanna Maria, rue Albert-Gos 18, 1206 Genève.

Ablauf der Sammelfrist: 19.12.2013

Die Liste ist so schnell wie möglich vollständig oder teilweise ausgefüllt zurückzusenden an das Initiativkomitee : Pro Fauna, 1200 Genf. Unterschriftenbogen und weitere Infos: www.profauna.ch

Unterstützen Sie unsere Volksinitiative mit Ihrer Spende : PC 17-456818-1



Auf dieser Liste können nur Stimmberechtigte unterzeichnen, die in der genannten politischen Gemeinde in eidgenössischen Angelegenheiten stimmberechtigt sind.

Bürgerinnen und Bürger, die das Begehr unterstützen, mögen es handschriftlich unterzeichnen. Wer bei einer Unterschriftensammlung besticht oder sich bestechen lässt oder wer das Ergebnis einer Unterschriftensammlung für eine Volksinitiative fälscht, macht sich strafbar nach Art. 281 beziehungsweise nach Art. 282 des Strafgesetzbuches.

Kanton	Postleitzahl	Politische Gemeinde

Name und Vorname (handschriftlich in Blockschrift)	Geburtsdatum (Tag/Monat/Jahr)	Wohnadresse (Strasse und Hausnummer)	Eigenhändige Unterschrift	Kontrolle (leer lassen)
1				
2				
3				

Die unterzeichnete Amtsperson bescheinigt hiermit, dass obenstehende (Anzahl) Unterzeichnerinnen und Unterzeichner der Volksinitiative in eidgenössischen Angelegenheiten stimmberechtigt sind und ihre politischen Rechte in der erwähnten Gemeinde ausüben. Die zur Bescheinigung zuständige Amtsperson (eigenhändige Unterschrift und amtliche Eigenschaft)

Amtsstempel

Ort:

Datum:

Unterschrift:

Amtliche Eigenschaft:.....

Edito

Care Socie, cari Soci
 Care Amiche e cari Amici della Lega,
 Care lettrici e cari lettori del cantone di Friburgo che ricevete il
 presente giornale distribuito a tutte le famiglie,

Nel settembre 2009, le organizzazioni LSCV, ATRA e AGSTG hanno organizzato a Friburgo una giornata di informazione e manifestazioni contro la sperimentazione animale sulla Piazza Georges-Python. Se è vero che vi erano denunciati gli esperimenti sulle scimmie svolti presso l'università, l'azione mirava anzitutto ad informare la popolazione friborghese sulla scarsa importanza scientifica dei risultati ottenuti tramite sperimentazioni animali nonché sull'assenza di mezzi dedicati allo sviluppo di nuovi metodi che utilizzano nel contempo colture di cellule o tessuti umani e dati informatici.

Sono trascorsi quattro anni e non possiamo che deplofare l'assoluto disimpegno dell'università friborghese in questo campo. Allorchè in tutta la Svizzera il numero di animali utilizzati per la sperimentazione animale nel 2012 è sceso dell'8,4 %, il cantone di Friburgo registra un aumento del 43% con l'utilizzo di 12'385 animali.

Gli esperimenti svolti presso l'università lo sono principalmente grazie ai contribuenti. Le nostre tasse finanzianno pertanto una serie sperimentazioni animali, carriere accademiche e cattedre universitarie. Ma con quali risultati per la salute pubblica? Le decine di milioni di franchi iniettati in questi studi hanno consentito di mettere a punto nuove terapie? Hanno consentito una migliore conoscenza delle patologie umane? Oppure tutte queste sofferenze animali hanno nè più nè meno che contribuito a finanziare qualche decina di articoli su pubblicazioni scientifiche, che andranno ad aggiungersi agli altri due milioni e mezzo di articoli pubblicati ogni anno nel mondo?

Per potersi accertare che un esperimento è «indispensabile», ossia per poterne valutare l'interesse scientifico in termini di nuove conoscenze attese, tanto per la salute umana che per quella animale, i cantoni hanno l'obbligo di istituire commissioni indipendenti dalle autorità cantonali, composte da specialisti, incaricate di valutare la fondatezza delle domande di esperimenti inoltrate dai ricercatori.

Nel cantone di Friburgo non ci sono problemi. Per avere una perizia che non dia fastidio a nessuno e consentire all'università di fare di tutto e di più, le autorità hanno deciso non solo di istituire una commissione maggioritariamente favorevole alla sperimentazione animale, ma anche di insignire del titolo di « rappresentante della protezione degli animali » un semplice veterinario, nella più totale illegalità.

Pertanto, qual è il reale controllo delle sperimentazioni animali a Friburgo ?

Invitiamo tutti i nostri lettori e tutte le nostre lettrici a firmare la petizione pubblicata a pagina 26 del presente giornale ed a rinviarcela entro e non oltre il 10 novembre 2013. Questa petizione sarà depositata all'attenzione dei deputati del Gran Consiglio friborghese.

Vi ringraziamo di cuore per il vostro sostegno e vi inviamo i nostri saluti più cordiali.

Maxime Moret, Presidente

Sperimentazioni

Per una parte della popolazione, le sofferenze inflitte agli animali per la ricerca medica sono ammissibili se gli esperimenti portati avanti apportano nuove conoscenze nella comprensione delle malattie oppure se consentono la messa a punto di nuovi trattamenti. Per il ricercatore si tratta di giustificare il carattere « indispensabile » del suo esperimento quale definito dall'articolo 17 della Legge sulla protezione degli animali (LPAn) quando inoltra una domanda di autorizzazione presso l'autorità cantonale.

Ma per questo ricercatore il conflitto di interessi è evidente. Al di là del reale interesse scientifico o no del suo studio, si deve anche dire a che punto è indispensabile per lui poter lavorare, pubblicare i risultati da lui conseguiti, ottenere nuovi fondi per portare avanti la sua carriera accademica e pagare le fatture.

Anche per l'autorità cantonale, il conflitto di interessi non è trascurabile. Rifiutare un esperimento adducendo come giusto motivo che non è giustificato si ripercuote sull'attività economica non solo del ricercatore ma anche dell'istituzione in cui lavora. E dunque del cantone.

Un esperimento vietato che si trasferisce nel canton Vaud

Possiamo citare l'esempio di un esperimento vietato nel 2011 dal cantone di Ginevra¹ a un ricercatore della sua università. Quest'ultimo ha semplicemente trasferito la propria attività all'università di Losanna, dopo che l'autorità vodese gli ha rilasciato l'autorizzazione necessaria senza discutere. Non è soltanto un posto di lavoro a trasferirsi ma anche il finanziamento di diverse centinaia di migliaia di franchi concessi dalla Confederazione per questo studio che lascia l'università di Ginevra per insediarsi a Losanna.

Il potere politico del canton Vaud si strofina le mani di avere un'autorità cantonale così comprensiva verso i suoi interessi. Al contrario, l'autorità ginevrina deve rendere i conti allorchè non fa altro che applicare la legge.

In cantoni come Basilea Città in cui l'industria farmaceutica ha un tale peso economico, non è difficile immaginare il margine di manovra delle autorità cantonali in questo campo.

Commissioni cantonali come protezione ...

In seguito a diversi scandali denunciati dalla stampa e per ridimensionare questi conflitti di interessi, nel 1992 le camere federali hanno imposto per via legislativa l'obbligo ai cantoni che autorizzano le sperimentazioni animali, di istituire commissioni cantonali, indipendenti

IMPRESSUM Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.-che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV. **PAO e maquette :** LSCV **Tipografia:** Atar Roto Presse SA, su carta riciclata 60 gm² **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **L'ufficio è aperto da lunedì a giovedì, dalle ore 9 alle ore 12 e dalle ore 14 alle ore 17; il venerdì dalle ore 9 alle ore 12.** **Quota annua dei Soci :** Minimo CHF 15.-- **CCP 12-2745-6** - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXX

animali « indispensabili » ?

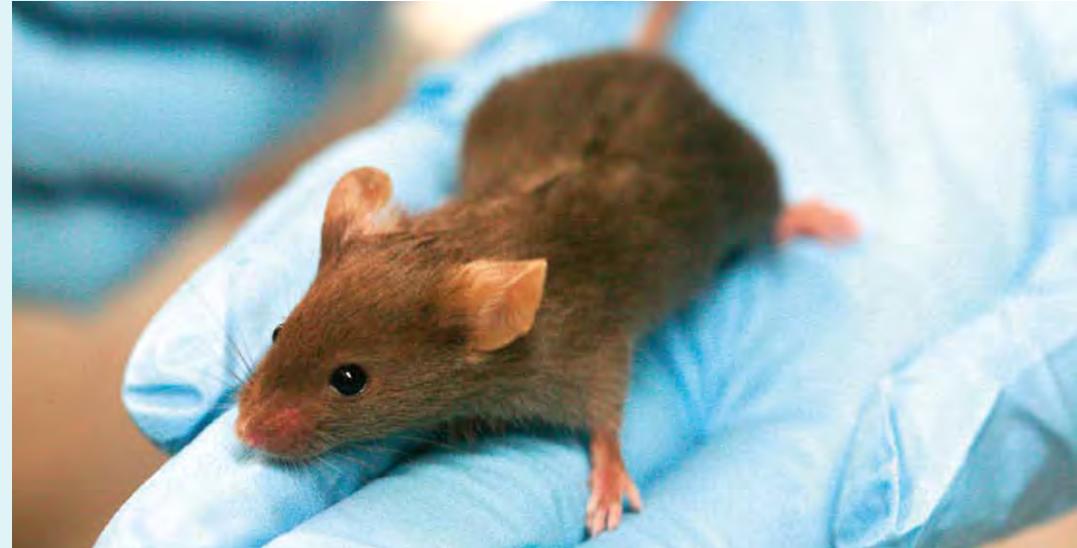
dall'autorità. Composte da specialisti e rappresentanti della protezione animale, sono incaricate di esaminare ogni nuova richiesta di esperimenti inoltrata dai ricercatori e di emettere un preavviso all'attenzione dell'autorità.

... che si trasformano in commissioni alibi

Numerosi cantoni hanno rivaleggiato di immaginazione pur di neutralizzare le proprie commissioni o per lo meno renderle inoperanti. Ad ogni modifica della legislazione, il parlamento federale ha sempre più affinato le loro prerogative e le loro modalità operative, in vano. L'ultimo adattamento entrato in vigore nel settembre 2008 ha effettivamente obbligato i cantoni a rivedere le rispettive legislazioni, ma senza grande effetto.

Certe autorità che operano nei cantoni agricoli non hanno le competenze necessarie per esaminare progetti in settori altamente specialistici quali la ricerca medica. Per loro è dunque preferibile non doversi confrontare a commissioni che contesterebbero le loro decisioni. Altri cantoni hanno tali interessi economici in gioco che è preferibile per loro che vengano effettuati esperimenti inutili piuttosto che vederli trasferirsi nel cantone vicino. Pertanto, avere una commissione alibi è una questione di interesse cantonale, come per i cantoni di Vaud, Neuchâtel, Ticino, Basilea Città e Basilea Campagna.

E a Friburgo a che punto siamo ?



La nuova legge (LCPA) ed il suo regolamento (RCPA) sono entrati in vigore il 1° luglio 2012. Per quanto riguarda la commissione, l'articolo 6 LCPA legge:

¹ Viene istituita una Commissione per la sperimentazione animale indipendente dall'amministrazione.

² Detta Commissione è composta da sei a nove specialisti, provenienti in particolare dal mondo scientifico, e le organizzazioni cantonali di protezione degli animali vi sono equamente rappresentate.

³ La Commissione controlla ed avalla il protocollo finale di ogni esperimento.

La costituzione della commissione è disciplinata dall'art.3 RCPA. Furbo, il Consiglio di Stato si riserva di eleggerne il Presidente ed il vice Presidente. La prudenza non è mai troppa. La composizione della commissione si distribuisce come segue :

- a) due persone in rappresentanza delle organizzazioni il cui scopo statutario è la protezione degli animali;*
- b) due scienziati provenienti o dall'insegnamento superiore o da un'industria che svolge esperimenti su animali;*
- c) due veterinari, di cui almeno uno deve essere membro della Società veterinaria friburghese;*
- d) una persona con formazione giuridica e/o etica;*
- e) se necessario, una o due persone la cui formazione ed i cui campi di interesse consentono di garantire una composizione della Commissione conforme al diritto federale.*

Friburgo: una commissione fantoccio. Ed illegale

A parte il controllo ingiustificato del Consiglio di Stato sulla nomina del presidente e vice presidenti della commissione, che ne intacca gravemente l'indipendenza, la nuova composizione della commissione sembrava coerente e rappresentativa degli interessi in gioco. Nulla lasciava presagire le manovre assurde ed illegali del Consiglio di Stato e dell'autorità cantonale per comporre una commissione non quale prevista dalla legislazione ma che soddisfi esclusivamente i loro interessi.

In primo luogo, conformemente all'art.3 del regolamento, la commissione deve comprendere due rappresentanti provenienti dal mondo della ricerca. Nessun problema, il Consiglio di Stato ne nomina tre: due per la ricerca pubblica (università), uno per la farma (Novartis). Facendo in tal modo della ricerca sugli animali la rappresentanza più importante della commissione. Sempre secondo il regolamento, devono essere nominati due veterinari di cui si può affermare che hanno interessi neutrali. Il CS ne nomina soltanto uno. Il secondo veterinario « neutrale » è di fatto la Signora animal welfare della facoltà di scienze dell'università di Friburgo in cui si svolge gran parte degli esperimenti in vivo. Già che c'è, il CS la nomina alla presidenza della sua commissione. E qualora non bastasse a difendere gli interessi dell'università friborghese, un terzo dei suoi rappresentanti fa parte della commissione.

Ma il peggio deve ancora venire. La SPA friborghese presenta la candidatura nella primavera 2012 del Dott. André Ménache, per il secondo seggio di rappresentante della protezione degli animali. Con una solida pratica in medicina veterinaria, conoscenze approfondite in mate-

Friburgo: nuova legislazione che dovrebbe inquadrare meglio la ricerca sugli animali

Il 21 aprile 2011, lo stato di Friburgo metteva in consultazione pubblica la revisione della sua legislazione cantonale in materia di protezione degli animali. Tre anni dopo l'entrata in vigore delle nuove disposizioni federali, era ora che questo cantone adattasse le disposizioni.

Quanto alla composizione della nuova commissione sulla sperimentazione animale, il Consigliere di stato Pascal Corminboeuf incaricato del DIAF² richiamava in preambolo:

« Come voluto dal diritto federale e ribadito dall'avamprogetto di legge, la Commissione cantonale degli esperimenti sugli animali deve essere indipendente dall'autorità decisionale ; le organizzazioni di protezione degli animali dovranno esservi equamente rappresentate ».

ria di sperimentazione animale e soprattutto di metodi che ne consentono la sostituzione, il Dott. Ménache è un candidato con competenze incontestabili.

Il servizio veterinario cantonale (SAAV) lo interroga con grande amabilità, garantendogli successivamente che la sua candidatura segue il suo corso.

Nel contempo, il SAAV fa il giro di tutti i suoi conoscenti per estrometterlo. Vittoria. Un altro veterinario accetta questo posto. Sarà investito del titolo di rappresentante della protezione degli animali pur non rappresentando alcun organismo di questo nome. Come il resto della commissione, sarà nominato l'11 dicembre 2012.

Spiegazione surrealista del Consiglio di Stato

La LSCV interpella l'11 marzo ed il 17 aprile 2013 la Consigliera di Stato Marie Garnier sull'illegalità della nomina del veterinario e sui procedimenti per lo meno dubbi del SAAV, richiamando « *che nessuna organizzazione cantonale il cui scopo statuario è la protezione degli animali ha sottoposto la propria candidatura, né accettato di essere da lui rappresentata in seno alla commissione* »³.

Marie Garnier risponde che non vede dove sia il problema. Certo, il veterinario non è presentato da nessuna organizzazione ma è membro della società vodese per la protezione degli animali (SVPA). Ciò che di fatto ne fa un debole protettore degli animali in grado di rappresentare questa organizzazione⁴. La SVPA che rifiuta da anni di presentare candidati per la commissione vodese dopo aver subito questo tipo di manovra da parte del suo ex-veterinario cantonale, apprezzerà di avere un rappresentante a Friburgo senza saperlo. Per Marie Garnier, si capisce pertanto che potrebbe essere membro dell'associazione cilena dei colibrì in pericolo, la sua legittimazione a far parte di questa commissione sarebbe garantita.

Interrogato poco dopo la sua nomina dalla LSCV, il veterinario contestato ha avuto l'onestà di riconoscere che era stato il SAAV ad avergli proposto di far parte della commissione. Senza informarlo che di fatto la sua nomina mirava ad impedire quella del Dott. Ménache. Ma è increscioso che una volta informato della situazione non abbia rassegnato le dimissioni per distinguersi dai metodi di questa amministrazione.

Ora aspettiamo una reazione intelligente del Consiglio di Stato friborghese. Che condanni i metodi del SAAV e ricomponga la commissione per consentirle di svolgere il ruolo che le spetta. E ben inteso che nomini il Dott. Ménache in seno alla commissione.

In caso contrario, come potrebbero gli abitanti e contribuenti friborghesi avere fiducia nelle loro autorità di controllo?

Fonti:

¹ <http://www.ge.ch/codof/doc/commission-cantonale-experiences-animaux-2012.pdf>

² Direzionee delle istituzioni, dell'agricoltura e delle foreste DIAF - Direktion der Institutionen und der Landund Forstwirtschaft ILFD

³ http://lscv.ch/images/actions/petitions/2013/fribourg/2013_04_17_lscv_a_ce_fribourg.pdf

⁴ http://lscv.ch/images/actions/petitions/2013/fribourg/2013_05_08_ce_a_lscv.PDF

I rappresentanti della protezione degli animali sono infrequentabili ?

Esiste un motivo per il quale il Consiglio di Stato friborghese manovra in modo talmente grossolano per scartare le candidature delle organizzazioni di protezione degli animali? Gli animalisti sono degli illuminati con i quali è preferibile non lavorare? Nel cantone di Ginevra, la commissione cantonale sulla sperimentazione animale è stata sciolta nel 2008 in seguito a gravi disfunzioni interne. Eppure il rappresentante della Lega svizzera contro la vivisezione è l'unico membro riconfermato dal Consiglio di Stato ginevrino.

Troppi animali utilizzati per la ricerca?



Luc Fournier, vice-Presidente della LSCV, membro della commissione ginevrina dal 1997 : Negli ultimi due anni nel cantone di Ginevra, siamo riusciti a ritirare oltre 10'000 animali tra le 230 nuove richieste di sperimentazioni inoltrate dai ricercatori, ciò che corrisponde circa al 10% degli animali previsti per portare avanti questi studi. È una cifra importante nella misura in cui questi studi sono principalmente finanziati dai contribuenti. Dunque non si tratta soltanto di sofferenze inutili inflitte agli animali ma anche di spreco di denaro pubblico.

La commissione rifiuta domande?

6 progetti sono stati rifiutati dalla commissione e dall'autorità cantonale. Nessun rifiuto è stato oggetto di ricorso da parte dei ricercatori. Malgrado tutto, su 230 nuove richieste non è molto. Il peggio è che una domanda rifiutata a Ginevra viene magari autorizzata altrove. La legislazione svizzera è ritenuta una delle più severe al mondo. A patto però che sia effettivamente attuata. I cantoni di Vaud e Basilea autorizzano i peggiori esperimenti. Molti altri come Friburgo, Neuchâtel ed il Ticino fanno di tutto per garantire che le loro procedure rimangano opache.

Quale controllo sulla sperimentazione animale a Friburgo ?

Il 16 settembre 2009, le organizzazioni AG STG, ATRA e LSCV hanno consegnato al segretariato del Gran Consiglio friborghese oltre 19'000 firme di sostegno alla petizione « *No agli esperimenti sulle scimmie all'Università di Friburgo* ». Il testo della petizione invitava le autorità ad « *abbandonare definitivamente la ricerca medica non solo sulle scimmie ma anche su tutti gli animali* », e mirava a « *promuovere lo sviluppo di metodi innovativi, senza ricorso agli animali, come per esempio i modelli cellulari, tissutali umani o bioinformatici e sostituire gli esperimenti sugli animali con metodi più etici e più scientifici per la ricerca medica* ».

La commissione delle petizioni del Gran Consiglio friborghese ha esaminato una prima volta questa petizione il 12 ottobre 2009. Il 17 marzo 2010, il suo relatore Dominique Butty (PDC/CVP, GL) dichiarava: « *Un esperimento ha dimostrato che scimmie reso rifiutavano per diversi giorni di tirare su una catena per liberare cibo se questa azione inviava una scarica elettrica ad un compagno di cui potevano vedere le convulsioni. Dunque preferivano sopportare la fame piuttosto che assistere alla sofferenza di un simile. Questo esperimento che non è stato svolto all'Università di Friburgo sta comunque a dimostrare il tipo di cose che si possono far subire a questi primati (...) Insieme ai miei eccellenti colleghi, non siamo esperti in materia né di sperimentazione animale né di etica scientifica (...) abbiamo chiesto al Consiglio di Stato di pronunciarsi sulle seguenti questioni :*

- *In che modo il Consiglio di Stato si posiziona rispetto alle critiche formulate ed alle misure rivendicate ?*
- *Qual è la parte di esperimenti che fanno capo a ricerche fondamentali proprie all'Università di Friburgo e quale quella che corrisponde alla verifica o alla reiterazione di esperimenti già svolti altrove? (...)*
- *In che modo il Consiglio di Stato si posiziona rispetto all'apparente contraddizione tra i valori umanisti difesi dall'Università di Friburgo ed il proseguimento di sperimentazioni su scimmie in seno a questa stessa università ?*

E' possibile essere sinceramente contrari alla sperimentazione animale e nel contempo far parte di una tale commissione ?

La battaglia ideologica non si svolge in questo tipo di commissione il cui mandato si limita a dare un preavviso sulle richieste conformemente alla legislazione. La legge è chiara, la sperimentazione animale è lecita a patto che gli obiettivi della ricerca siano giustificati. Sono profondamente convinto della totale inutilità di numerosi esperimenti per la salute pubblica. E nei casi in cui l'interesse scientifico è dimostrato, restano comunque moralmente inaccettabili nella misura in cui se fossero stanziati mezzi sufficienti per i metodi sostitutivi, si potrebbe farne a meno. Certi esperimenti sono soltanto esercizi di pura crudeltà. Pochi sanno che in Svizzera si torturano animali con l'elettricità per intere settimane per studi assolutamente assurdi su modelli di depressione. Ciò malgrado, è difficilissimo vietare questi studi in quanto si deve dimostrare che sono già stati realizzati o che il loro scopo non può essere raggiunto con i mezzi posti in opera. Ma nel campo della ricerca fondamentale, è praticamente impossibile dimostrare anticipatamente se l'obiettivo di un esperimento o la sua ipotesi scientifica può essere raggiunto o no.

Un articolo pubblicato sul *Journal of American medical association* nel 2006 dimostrava che su 2000 farmaci testati sull'animale e poi sull'uomo, soltanto un terzo degli esperimenti animali aveva dato un risultato paragonabile all'uomo. Il problema non è legato soltanto alla percentuale di dati comparativi. Il problema è che non si ha anticipatamente la minima idea dei dati che sarà possibile trasporre all'uomo, perché il modello animale non è predittivo. Esiste dunque un interesse chiaro a rifiutare l'utilizzo degli animali per consentire lo sviluppo di una migliore ricerca. Ma ora che la popolazione prenda coscienza di questo spreco di risorse, dobbiamo impegnarci a ridurre in tutta la misura del possibile l'utilizzo e la sofferenza degli animali. Anche se il risultato è scarso, rispetto al tempo ed alle energie dedicate a questo lavoro in commissione.

Ménache è un incompetente?

Su quali criteri si è fondato il Consiglio di Stato per eliminare la candidatura del Dott. André Ménache ?



« Per una scienza responsabile »

Dal 1995 al 2001, André Ménache si è già impegnato per la sostituzione degli animali nella ricerca, in particolare in qualità di presidente dell'associazione « Doctors and Lawyers for Responsible Medicine ». Nel 2004 si installa in Germania dove porta avanti il suo impegno in qualità di consulente scientifico in seno all'organizzazione Animal Aid. Nel 2007, viene nominato direttore del comitato scientifico « per una scienza responsabile » Antidote Europe, con sede in Francia. Dal 2011, fa parte del Comitato deontologico del governo belga incaricato di analizzare tutte le problematiche connesse all'utilizzo degli animali per la sperimentazione. Parallelamente collabora con diverse organizzazioni di protezione degli animali in qualità di consulente scientifico. Tra cui la Lega svizzera contro la vivisezione, in quanto specialista dei metodi sostitutivi.

Il 13 dicembre 2011, il Consiglio di Stato consegnava il suo rapporto. In preambolo, richiamava « che il quadro giuridico svizzero relativo alla sperimentazione animale è particolarmente vincolante, ciò che risponde alle preoccupazioni dei cittadini ». Basandosi poi sulla perizia « per la presentazione delle questioni prettamente etiche strettamente connesse alla sperimentazione animale » dei professori Alex Mauron e Samia Hurst dell'Istituto di etica biomedica dell'Università di Ginevra, i cui pareri favorevoli alla sperimentazione animale sono comunque ben noti, garantiva ancora che i ricercatori dell'Università di Friburgo « non solo si conformano ben inteso alle prescrizioni legali ma contribuiscono anche agli sforzi volti a ridurre la sperimentazione animale, quando possibile, facendo ricorso a metodi *in vitro* o a modelli unicellulari o alla modellizzazione informatica. Attuano dunque la prassi detta delle 3R il cui scopo è la riduzione del numero di animali utilizzati, l'affinamento delle metodologie per ottimizzare gli esperimenti e ridurre i disagi di questi ultimi, nonché la sostituzione del modello animale con altri modelli ogni volta che ciò è realizzabile ».

Tutto andava dunque per il meglio. I cittadini potevano essere rassicurati quanto alle buone pratiche in vigore in questa istituzione.

Con l'utilizzazione nel 2012 di 12'385 animali all'anno per la sperimentazione animale, il cantone di Friburgo sembra modesto a fronte dei 100'000 animali utilizzati da Berna o Zurigo, o dei 200'000 animali utilizzati dalle ditte farmaceutiche basili.

Eppure il cantone di Friburgo è l'unico insieme a Basilea Città e Zurigo ad utilizzare scimmie, gatti e cani nei suoi laboratori. Centinaia di cani e gatti sono così detenuti nel comune di Saint Aubin, per esperimenti portati avanti da Novartis. In questo centro, gli animali vengono infettati per poi iniettarvi parassiti. Sui 4'656 cani, gatti e scimmie utilizzati l'anno scorso in tutta la Svizzera, il cantone di Friburgo ne ha utilizzati più di un migliaio a fini sperimentali¹.



Ridotti al minimo i controlli degli esperimenti

Nel 2012, il veterinario cantonale ha rilasciato 49 autorizzazioni per nuove sperimentazioni animali. A seguito di quali perizie ed a quali condizioni? Il Consiglio di Stato afferma che l'Università rispetta la legislazione. Su cosa poggia questa asserzione quando si legge sul rapporto di attività degli affari veterinari² che nel 2012 sono stati effettuati soltanto 4 controlli?

4 controlli allorchè nel cantone erano in corso 103 esperimenti. Ciò non sta soltanto a dimostrare l'attività minimalista dell'autorità ma per di più non rispetta nemmeno il minimo previsto dalla legislazione federale: il controllo annuo di tutti i centri di detenzione di animali da laboratorio (art. 216, cpv. 1 OPAn) e un quinto degli esperimenti in corso (art. 216, cpv. 3 OPAn).

Ciò significa che nel 2012, l'autorità cantonale avrebbe dovuto controllare come minimo 21 esperimenti e tutti i centri di detenzione di animali da laboratorio.

L'amministrazione federale è intervenuta per richiamare le autorità all'ordine? No. Ma come l'ha asserito il Consiglio di Stato, tutto è sotto controllo.

Note :

¹ 785 cani, 229 gatti e 21 primati sono stati utilizzati a Friburgo nel 2012

² Rapporto annuale SAAV, P32

http://lscv.ch/images/actions/petitions/2013/fribourg/2012_Rapport_annuel_SAAV-Fribourg.pdf



Petizione

Per un vero controllo della sperimentazione animale a Friburgo

Per una commissione friborghese sulla sperimentazione animale indipendente dall'autorità, secondo quanto predisposto dalla legislazione federale e cantonale

La legislazione federale (LPA) impone ai cantoni che autorizzano sperimentazioni animali di istituire commissioni composte da specialisti, indipendenti dall'autorità, dai quali le organizzazioni di protezione degli animali sono adeguatamente rappresentate (art. 34 LPA).

Il mandato di queste commissioni cantonali consiste nell'esaminare le domande di esperimenti animali inoltrate dai ricercatori, e ad emettere un preavviso all'attenzione del servizio veterinario (art. 18 LPA). La commissione controlla peraltro gli esperimenti e la detenzione degli animali.

L'obiettivo di queste commissioni è vigilare a che l'autorità cantonale (il servizio veterinario) non rilasci autorizzazioni abusive per via di pressioni politiche o economiche, di con-

flitti di interessi, nè che chiuda gli occhi in caso di violazione delle disposizioni in materia di esecuzione degli esperimenti o di detenzione degli animali.

Il Consiglio di Stato elegge illegalmente un membro

In occasione della nomina dei membri della commissione il 11 dicembre 2012, il Consiglio di Stato ha proceduto alla nomina illegale di un veterinario in qualità di « rappresentante della protezione degli animali », allorché non rappresenta alcuna organizzazione di questo tipo. La sua candidatura è stata presentata in seguito a quanto intrapreso dal servizio degli affari veterinari (SAAV) per impedire la nomina del candidato proposto dalle organizzazioni di protezione degli animali.

I sottoscritti firmatari della presente petizione chiedono al Gran Consiglio di respingere fermamente i metodi del SAAV. Chiediamo al Consiglio di Stato di invalidare la nomina messa in causa e di procedere immediatamente alla nomina del Dr André Ménache, la cui candidatura è stata presentata da un'organizzazione cantonale di protezione degli animali.

Chiediamo al Gran Consiglio di sostenere le misure volte ad impedire la detenzione di animali e la pratica di sperimentazioni animali illegali in seno all'Università di Friburgo ed altri istituti pubblici e privati.

	Cognome, Nome	Indirizzo	Firma
1			
2			
3			
4			
5			

Termine di raccolta delle firme : 10 novembre 2013. Lancio della petizione: 10 giugno 2013. Possono firmare una petizione : tutte le persone domiciliate a Friburgo . Per il rinvio delle petizioni o per ottenere dei fogli supplementari :

AG STG : Brisiweg 34, 8400 Winterthur, T : 052 213 11 72, office@agstg.ch

Animal rights : Rue Hans-Geiler 2, 1700 Fribourg, T : 079 919 57 10, info@animal-rights.ch

ATRA : via Capelli 28, 6900 Lugano, T : 091 970 19 45, infoatra@bluemail.ch

Lega svizzera contro la vivisezione : CP 148, 1226 Thônex, T : 022 349 73 37, admin@lscv.ch





Premio della Fondazione E. Naef per la ricerca in vitro (FENRIV)

Il premio 2012 assegnato al Dott. Luc Stoppini

La cerimonia di premiazione si è svolta a Ginevra il 19 gennaio 2013 al Royal Manotel, per il tredicesimo anno consecutivo. Il Dott. Luc Stoppini della Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture di Ginevra (Hepia/HESO) è stato premiato nell'ambito dei suoi studi sulla neurotoxicologia ed il trattamento delle malattie cerebrali, per lo sviluppo di un modello in vitro che consente di determinare se una sostanza è tossica o al contrario benefica per i neuroni umani.



La tecnologia consiste nel depositare su una chip di qualche millimetro di diametro, dei neuroni umani che si organizzano in vitro come in un cervello. Un mini cuore pulsa e celle epatiche formano un fegato in miniatura. I micro-elettrodi sui quali si sviluppano i tessuti consentono di testare la tossicità di un prodotto o gli effetti di un futuro farmaco misurando diversi parametri tra cui il pH, l'attività elettrica o l'ossigenazione.

Biochip multi-organi e colture cellulari in 3D

In un altro progetto in corso, Luc Stoppini mira allo sviluppo di una nuova generazione di «bio-chip multi-organo». Importante alternativa alla sperimentazione animale, questo approccio consentirà di effettuare test più predittivi sull'effetto di nuovi farmaci o di individuarne gli eventuali effetti collaterali. In

questo modello di biochip saranno integrati del tessuto umano, un cuore, muscoli, un fegato e reni che potranno comunicare tramite un sistema microfluidico.

Altri gruppi di ricerca lavorano su questi modelli multi-organo e sono prevedibili progressi significativi in questo campo in un prossimo futuro. Con lo sviluppo delle colture cellulari in 3D, questi nuovi modelli consentiranno di sostituire vantaggiosamente gli animali per portare avanti una ricerca più sicura, etica e scientifica.

A proposito della Fondazione E. Naef per la ricerca in vitro (FENRIV)

D'origine ginevrina, la FENRIV è stata fondata nel gennaio 1998 con lo scopo di promuovere tutte le forme di ricerche dette in vitro incoraggiando i ricercatori a sviluppare mezzi di ricerca alternativi alla sperimentazione animale.

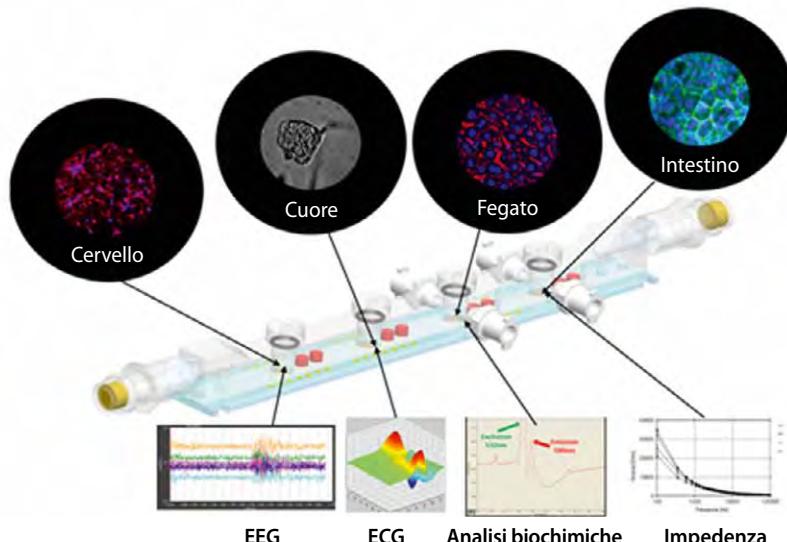
Grazie al suo sostegno, la Facoltà di medicina dell'Università di Ginevra (UNIGE) ha istituito nel 2009 la prima cattedra elvetica dedicata allo sviluppo dei metodi alternativi. Questa cattedra intende tra l'altro costituire un punto di incontro tra scienziati ed associazioni di difesa dei diritti degli animali.

Info : www.fondation-naef.com



La Fondazione Naef mantiene i propri obiettivi

In seguito alla scomparsa del nostro caro collega ed amico Egon Naef, membro del Comitato della LSCV e Presidente della Fondazione Naef, ci ralleghiamo che la sua fondazione continui a perseguire gli scopi ed obiettivi che gli stavano a cuore grazie ai suoi tre figli, di cui Marcel Naef che ne ha ripreso la presidenza. Data la scarsità dei fondi stanziati per i metodi sostitutivi, è essenziale e salutare che la Fondazione continui a portare avanti le proprie attività.



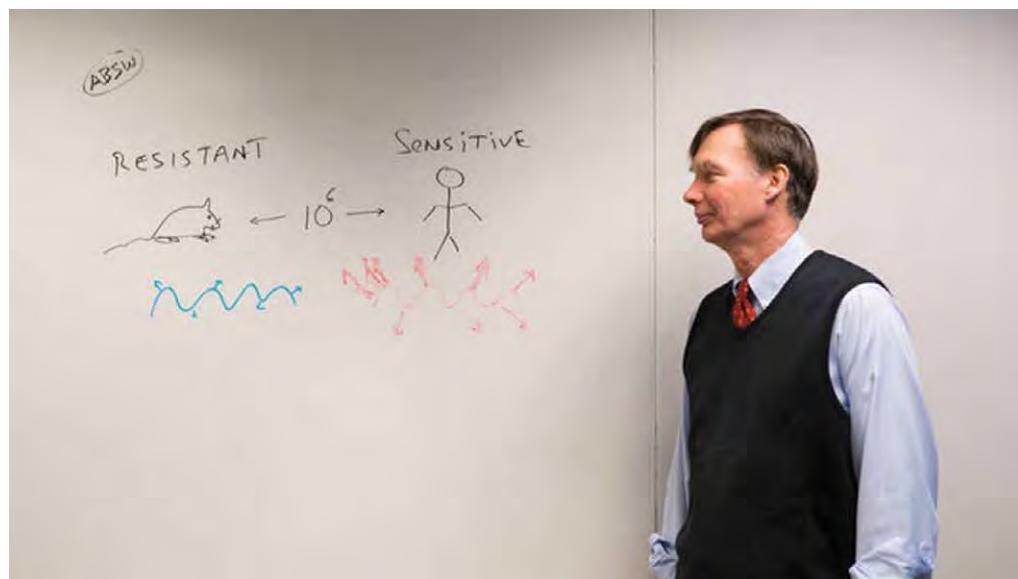
Grazie di firmare e far firmare la petizione a lato

Restituzione degli elenchi: entro e non oltre il 10 novembre 2013. La petizione sarà poi consegnata alla commissione delle petizioni del Gran Consiglio friborghese.

Articolo originale pubblicato sul New York Times l'11 febbraio 2013

Assolutamente inadeguato il « modello topo » per lo studio delle malattie letali nell'uomo

Da decenni i topi sono la specie privilegiata per studiare le malattie umane, ma oggi i ricercatori apportano la prova che il modello murino ha indotto in errore gli scienziati per almeno tre patologie mortali : la setticemia, le ustioni ed i traumi. Affermano che anni di ricerca e miliardi di dollari sono andati perduti a seguire piste sbagliate.



Il Dr. H. Shaw Warren è uno degli autori di questo nuovo studio che rimette in causa l'utilizzazione di topi di laboratorio come modelli per tutte le malattie umane.

Le conclusioni dello studio non significano che i topi sono modelli inutili per tutte le patologie umane. Gli autori affermano però che sorgono interrogativi per lo meno sconcertanti a proposito delle malattie sulle quali si sono concentrati i loro lavori : le patologie che coinvolgono il sistema immunitario, in particolare i cancri e le cardiopatie. « Il nostro articolo rileva almeno la possibile esistenza di una situazione parallela », spiega il Dr. H. Shaw

Warren, ricercatore sulla sepsi presso il Massachusetts General Hospital, e uno dei principali autori dello studio.

L'articolo, pubblicato lunedì sulla rivista *Proceedings of the National Academy of Sciences*, aiuta a capire perché nessuno dei 150 farmaci costosamente testati su pazienti umani colpiti da setticemia ha avuto effetto. Tutte queste prove cliniche facevano capo a studi svolti sui topi. Il fatto è che il topo può presentare uno stato simile alla setticemia che colpisce gli esseri umani, ma di fatto è molto diverso.

Alcuni esperti medici che non hanno preso parte agli studi dichiarano che questi risultati dovrebbero modificare l'orientamento delle

ricerche mondiali su una malattia mortale di fronte alla quale il corpo medico si trova spesso impotente. La setticemia, reazione potenzialmente mortale che sopraggiunge quando il corpo lotta contro un'infezione, colpisce ogni anno 750 000 pazienti negli Stati Uniti, con esito mortale per il 25 - 50 % di loro, per un costo annuo per lo Stato di 17 miliardi di dollari. È la prima causa di mortalità nei reparti di cure intensive.

« Questo studio stravolge le regole del gioco », dichiara il Dr. Mitchell Fink, esperto della sepsi presso l'Università di California a Los Angeles. « Ha veramente dell'incredibile », dice il Dr. Richard Wenzel, ex direttore del reparto di medicina interna presso la Virginia Commonwealth University, ed ex redattore del *New England Journal of Medicine*. « Hanno ragione su tutta la linea. »

Risposte immunitarie potenzialmente mortali si producono quando il sistema immunitario di un paziente ha una reazione eccessiva a quanto percepisce come segnali di pericolo, per esempio molecole tossiche prodotte da batteri, virus, funghi o proteine prodotte da

cellule lesionate da traumi o ustioni, spiega il Dr. Clifford S. Deutschman, che dirige le ricerche sulla sepsi presso l'Università di Pennsylvania, e che non ha preso parte allo studio.

Il sistema immunitario, quando funziona « fuori giri », libera a sua volta proteine in quantità talmente importanti che i capillari cominciano a perdere. Queste perdite diventano eccessive e il siero fuoriesce da questi minuscoli vasi sanguigni. La pressione arteriale cala fortemente e gli organi vitali non ricevono più sangue in quantità sufficiente. Malgrado tutti gli sforzi possibili, il personale sanitario delle cure intensive o delle urgenze può trovarsi nell'impossibilità di controbilanciare le perdite e fermare l'infezione o il danneggiamento dei tessuti. Gli organi vitali rischiano pertanto di cedere.

Questo nuovo studio, protrattosi per 10 anni con la partecipazione di 39 ricercatori in tutto il paese, ha cominciato con l'esaminare i linfociti (o globuli bianchi) di centinaia di pazienti colpiti da ustioni gravi, traumi o setticemia per determinare quali fossero i geni utilizzati da queste cellule per lottare contro questi segnali di pericolo.

I ricercatori hanno individuato schemi interessanti ed accuratamente raccolto un'importante quantità di dati che dovrebbero aiutare questo settore di ricerca a progredire, dichiara Ronald W. Davis, esperto in genomica presso l'Università di Stanford e uno dei principali autori dello studio. Alcuni di questi schemi sembrano predire chi può sopravvivere e chi, al contrario, finirà col decedere.

Il gruppo ha cercato di pubblicare le sue scoperte su diverse riviste. Stando al Dr. Davis, una delle obiezioni sollevate era che i ricercatori non avevano dimostrato che la stessa risposta genica interviene nei topi.

« Erano talmente abituati agli studi sui topi che pensavano fossero imprescindibili per validare i risultati », prosegue. « Sono talmente occupati a guarire i topi che dimenticano che l'obiettivo finale è guarire gli esseri umani. »

« Questo ci ha indotti a chiederci se il fenomeno fosse identico nei topi », conclude. Il team ha pertanto deciso di studiare la questione, pensando di riscontrare qualche similitudine. L'analisi dei dati li ha costretti ad arrendersi all'evidenza : non ce n'è nessuna. « Siamo rimasti sbalorditi dai risultati », dice il Dr. Davis.

L'inutilità dei farmaci è dunque evidente. Per esempio, succedeva spesso che un determinato gene intervenisse nel topo allorché il gene paragonabile era soppresso nell'uomo. Un farmaco efficace nel topo disattivando il gene incriminato poteva al contrario generare una risposta ancora più mortale nell'uomo.

Ancora più sorprendente secondo il Dr. Warren : le diverse affezioni nel topo – ustioni, traumi, setticemia – non seguono gli stessi schemi. Ogni affezione coinvolge geni diversi, mentre invece nell'uomo geni simili intervengono nei tre casi. Questo significa, prosegue il Dr. Warren, che se i ricercatori cercano un farmaco efficace per trattare una di queste patologie nell'uomo, questo farmaco potrebbe guarirle tutte e tre.

Per oltre un anno i ricercatori dello studio hanno cercato di pubblicare il loro articolo in cui dimostravano l'assenza di relazione tra le risposte genetiche dei topi e quelle degli uomini. L'hanno sottoposto alle riviste *Science* e *Nature*, con la speranza di toccare un vasto pubblico, ma l'articolo è stato rifiutato da entrambe. *Science* e *Nature* hanno dichiarato che non rientra nella loro politica editoriale giustificare il rifiuto di un articolo e nemmeno confermarne il ricevimento. Ginger Pinholster, della rivista *Science*, ha precisato che la rivista accetta soltanto il 7 % dei circa 13 000 articoli che riceve ogni anno. Pertanto non è raro che un articolo non venga selezionato.

Il Dr. Davis dichiara però che i membri del comitato di lettura non hanno rilevato alcun errore scientifico. Secondo lui, « *la risposta più comune è stata : « Sicuramente vi sbagliate. Non so perché, ma sicuramente vi sbagliate ».* »

Gli autori hanno finito per rivolgersi alla rivista *Proceedings of the National Academy of Sciences*. In qualità di membro di questa accademia, il Dr. Davis ha potuto suggerire alcuni esaminatori ed ha proposto ricercatori in grado di valutare i lavori in assoluta imparzialità. « *Se non apprezzano l'articolo, voglio sapere perché* », dichiara. Gli esaminatori hanno raccomandato la pubblicazione ed il comitato di redazione della rivista, che valuta gli articoli in assoluta indipendenza, ha dato il proprio accordo.

Alla lettura dell'articolo, certi scienziati oggi si dichiarano sorpresi dai risultati almeno quanto gli autori. « *Quando ho preso visione dell'articolo, sono stato colpito dai cattivi risultati sui topi* », dichiarava il Dr. Fink. « *L'assenza totale di correlazione è assolutamente stupefacente. Questi dati sono talmente convincenti e solidi che sono certo che gli organismi finanziatori ne terranno conto. Fino ad oggi* », prosegue, « *bisognava presentare esperimenti su un modello murino per sperare di ottenere un finanziamento* ».

Eppure, un indizio importante avrebbe da sempre dovuto insospettire la comunità scientifica sul fatto che i topi non possono realmente imitare gli esseri umani in questo campo : è molto difficile uccidere un topo con un'infezione batterica. Ci vorrebbe un tasso di batteri nel sangue un milione di volte superiore a quello che ucciderebbe un essere umano. « *I topi possono nutrirsi di scarti ed alimenti marci* », afferma il Dr. Davis. « *Noi non possiamo, siamo molto più sensibili.* »

Alcuni ricercatori affermano che se si potesse spiegare la resistenza dei topi, si potrebbe sfruttare questa conoscenza per scoprire in che modo rendere gli uomini più resistenti. « *Questa pubblicazione è di importanza primordiale* », dichiara il Dr. Richard Hotchkiss, un ricercatore sulla sepsi presso l'Università di Washington che non ha preso parte allo studio. « *I suoi argomenti sono molto solidi : interessatevi ai pazienti. Prelevate le loro cellule. Prelevate i loro tessuti ogni volta che è possibile. Prelevate cellule nelle vie respiratorie* ».

« *Per capire la setticemia, bisogna studiare i pazienti* », conclude.

Fonti:

http://www.nytimes.com/2013/02/12/science/testing-of-some-deadly-diseases-on-mice-mislead-report-says.html?nl=todaysheadlines&emc=edit_th_20130212&_r=2&

« *Per capire la setticemia, bisogna studiare i pazienti* »



Per uccidere un topo, ci vuole un tasso di batteri nel sangue un milione di volte più elevato di quello che ucciderebbe un essere umano.



Divieto del test d'inalazione di un gas refrigerante su 120 conigli

L'ECEAE si rallegra della decisione della corte d'appello dell'Agenzia europea per le sostanze chimiche

La Coalizione europea per la fine della sperimentazione animale (ECEAE) ha accolto con grande soddisfazione la decisione del 29 aprile 2013 della corte d'appello dell'Agenzia europea per le sostanze chimiche (ECHA), relativa al ricorso presentato dalla ditta chimica Honeywell. L'agenzia europea voleva obbligarla a testare su conigli un refrigerante utilizzato per la climatizzazione sulle automobili.



L'ECEAE è stata autorizzata ad intervenire durante l'appello, come pure DuPont, un altro fabbricante del refrigerante in questione. Si tratta della prima decisione della corte d'appello relativa a prove richieste nell'ambito di REACH¹.

In questa decisione che segna una pietra miliare, la corte d'appello ha ritenuto che l'ECHA ha violato il principio fondamentale di REACH secondo il quale gli animali devono essere utilizzati soltanto come ultima soluzione. Ha peraltro giudicato sproporzionata la decisione dell'ECHA, in quanto non consentiva di identificare correttamente l'obiettivo dell'esperimento, di valutare se i conigli fossero la specie idonea, di determinare se i risultati fossero veramente utili ed addirittura se qualcuno fosse in misura di realizzarlo. Secondo l'ECEAE pertanto, l'ECHA avrebbe dovuto adottare un approccio « a tappe », determinando in primo luogo se metodi sostitutivi (senza ricorso agli animali) consentirebbero di fugare ogni dubbio su questo refrigerante.

E' stato in seguito ad un controllo di conformità svolto nel 2010 che l'ECHA ha chiesto alla Honeywell di svolgere un test complementare di inalazione di 90 giorni.

La ditta soddisfaceva tutti i requisiti imposti da REACH ma l'ECHA si era preoccupata dei risultati di uno studio nel corso del quale sarebbero morti diversi conigli.

¹ Dal 2007 la direttiva europea REACH impone agli industriali di testare la tossicità dei prodotti chimici commercializzati. E' l'Agenzia europea per le sostanze chimiche (ECHA) che accetta o rifiuta questi test di tossicità sugli animali da laboratorio.

La Honeywell ha fatto appello adducendo il motivo che questo test sarebbe stato senza precedenti, in quanto i test su 90 giorni sono raramente svolti sui conigli (in effetti l'ECHA ha trovato soltanto 7 studi simili, tutti svolti oltre 20 anni fa). Gli studi di inalazione sono ritenuti molto crudeli. I conigli possono essere sottoposti al gas refrigerante per diverse ore al giorno mentre sono collocati di forza in tubi per garantire che non possano non inalare il gas.

Metodi sostitutivi più affidabili per la salute pubblica

La richiesta dell'ECEAE di intervenire in questo caso risale al 2011 ed è positivo che le sue argomentazioni sull'inadeguatezza del test siano state accolte favorevolmente. L'ECEAE ha peraltro partecipato all'udienza orale organizzata a Helsinki nel dicembre 2012 – ultima tappa di una procedura d'appello molto com-

L'ECEAE e REACH

In qualità di membro osservatore dell'ECHA, l'ECEAE può consultare i fascicoli depositati nell'ambito di REACH. Due esperti in tossicologia svolgono questo lavoro finanziato da diverse organizzazioni membro dell'ECEAE, tra cui la LSCV.

L'obiettivo è di potersi opporre legalmente agli studi inutili svolti su animali. Si tratta di casi in cui sono già stati realizzati studi identici o di studi che potrebbero essere svolti con test sostitutivi, in vitro o in silico. Le raccomandazioni dell'ECEAE sono state seguite più volte e si sono già potuti risparmiare circa 7'000 animali. Si trattava per esempio di test per adesivi, caucciù ecc. Dopo questa prima vittoria in corte d'appello, l'ECEAE è ancora impegnata in un secondo ricorso.

pleta. Ha potuto motivare i suoi argomenti giuridici e scientifici a proposito del « principio di ultima ratio », del carattere senza precedenti della prova, dell'esistenza di un metodo sostitutivo (la tossicocinetica), delle considerazioni relative al benessere animale e della proporzionalità. Argomenti sui quali la corte d'appello si è fondata per respingere questo test sui conigli.

La sostanza sarà riesaminata dall'ECHA. Questa decisione della corte d'appello costituisce comunque un grande passo avanti in materia di test di inalazione sugli animali. L'ECEAE raccomanda l'abbandono totale dei test sugli animali per gli studi di tossicità e la loro sostituzione con metodi sostitutivi più affidabili per la salute pubblica.



A proposito dell'ECEAE

L'ECEAE (Coalizione europea per la fine della sperimentazione animale) è stata fondata nel 1990, in seguito al progetto dell'Unione europea di testare nuovamente sugli animali tutti i prodotti cosmetici ed i relativi componenti. Diversi organismi di protezione degli animali si erano raggruppati per fare pressione sui poteri pubblici ed evitare inutili sofferenze a migliaia di animali. Dato il successo di questa mobilitazione, nel 1998 gli organismi aderenti hanno lanciato il marchio internazionale di cosmetici « senza crudeltà » HCS (Human Cosmetics Standard). L'ECEAE raggruppa esclusivamente organismi impegnati nell'abolizione totale della sperimentazione animale. I suoi membri mettono in comune le loro competenze legislative, scientifiche, comunicazionali e politiche. L'ECEAE raggruppa attualmente 18 organismi in provenienza da 16 paesi tra cui Inghilterra, Irlanda, Germania, Olanda, Francia, Spagna, Italia, Finlandia, Svezia, Norvegia. L'ECEAE è rappresentata in Svizzera dalla Lega svizzera contro la vivisezione.

Firmate l'iniziativa popolare federale « Per la protezione dei grandi predatori (orso, lupo e lince) »

URGENTE : restano soltanto 2 mesi per firmare l'iniziativa !

A tutt'oggi sono state raccolte circa 70'000 firme. Ne mancano dunque soltanto 30'000 per poter depositare l'iniziativa entro il 19 dicembre 2013.

L'obiettivo è realista però il tempo stringe. Ogni singola firma deve essere controllata dai comuni prima di essere depositata. Grazie di rispedirci al più presto l'iniziativa qui appresso (senza ritagliarla) compilata e firmata, anche munita di una sola firma.

Grazie a tutte e tutti voi per il vostro sostegno.

Aldilà della protezione dei grandi predatori mirata dall'iniziativa, sosteniamo ardentemente anche le misure di protezione delle greggi e mandrie. Attualmente, si usa far estivare per molti mesi centinaia di migliaia di bovini e caprini nei nostri alpeggi. L'interesse economico per gli allevatori è palese: per tutti questi mesi

gli animali si nutrono quasi esclusivamente di quello che trovano sul posto. Ma per gli animali significa che in caso di ferite o malattie, possono agonizzare per giorni e morire senza ricevere la minima cura. Ogni anno migliaia di animali da rendita muoiono nei nostri alpeggi. Nel 2011 per esempio sono morte 4221 pecore durante l'estivazione. Mentre soltanto 294 sono state vittime di grandi predatori.

Le misure di protezione delle greggi e delle mandrie che dovranno essere adottate se l'iniziativa è accettata proteggeranno il bestiame contro i lupi e le linci ma dovrebbero soprattutto ridurre drasticamente le perdite dovute agli incidenti ed alle malattie, in quanto la sorveglianza sarà intensificata.

L'iniziativa è interessante anche perché consentirà una vera discussione pubblica sul posto che vogliamo attribuire ai grandi pre-

Per essere dichiarata valida dall'amministrazione, una lista di firme deve obbligatoriamente conformarsi ai seguenti requisiti :

1. Possono firmare soltanto i/le cittadini/e svizzeri/e e domiciliati/e in Svizzera.
2. La data di nascita deve essere esatta.
3. Una lista di firme può raggruppare soltanto firmatari dello stesso comune. Non dimenticate di indicare il nome del comune sul foglio.
4. Le firme devono obbligatoriamente essere manoscritte. I fogli trasmessi via fax, e-mail o copiati, sono dichiarati non validi.
5. Un foglio di firme deve essere completo: tabella delle firme, testo di legge ecc. Un foglio incompleto o rincollato è dichiarato non valido.

datori. C'è posto per loro nel nostro ambiente o la regolazione degli ungulati, per esempio, incombe unicamente ai cacciatori ?



Iniziativa popolare federale «Per la protezione dei grandi predatori (orso, lupo e lince)»

Pubblicata nel Foglio federale il 19 giugno 2012. Le cittadine e i cittadini svizzeri sottoscritti aventi diritto di voto chiedono, in virtù degli articoli 34, 136, 139 e 194 della Costituzione federale e conformemente alla legge federale del 17 dicembre 1976 sui diritti politici (art. 68 segg.):



I

La Costituzione federale è modificata come segue:

Art. 79 cpv. 2-5 (nuovi)

² L'orso, il lupo e la lince sono grandi predatori rigorosamente protetti in tutto il territorio svizzero per il loro ruolo biologico e regolatore. Essi non possono essere abbattuti.

³ La Confederazione e i Cantoni prendono i provvedimenti preventivi necessari alla protezione degli animali da reddito.

⁴ Eccezionalmente e quale ultimo rimedio, la Confederazione può autorizzare tiri di dissuasione con proiettili di gomma e spostamenti.

⁵ Chiunque viola il divieto di cui al capoverso 2 è punito con una pena detentiva di almeno sei mesi o con una pena pecunaria di almeno 5000 franchi.

II

Le disposizioni transitorie della Costituzione federale sono modificate come segue:

Art. 197 n 9 (nuovo)

9. Disposizione transitoria dell'art. 79 cpv. 2-5 (nuovi) (Pesca e caccia)

Al più tardi sei mesi dopo l'accettazione dell'articolo 79 capoversi 2-5 da parte del Popolo e dei Cantoni, il Consiglio federale emana le disposizioni d'applicazione mediante ordinanza. Esse sono applicabili sino all'entrata in vigore della relativa legislazione federale.

Il Comitato promotore dell'iniziativa, composto dei seguenti promotori, è autorizzato a ritirare la presente iniziativa con decisione presa dalla maggioranza assoluta dei suoi membri aventi ancora diritto di voto : Barth Jean-Alain, route de Frontenex 60 C, 1207 Genève, Prinz Michela, rue de Contamines 33, 1206 Genève, Fantazi Myriam, rue Plantamour 41, 1201 Genève, Ruet Yvan, rue de Lausanne 67, 1202 Genève, Wenger Alain, rue Henri-Mussard 15, 1208 Genève, Jeannairet Yves, rue Gustave-Moynier 6, 1202 Genève, Pettersson Ivar, Quai Charles-Page 49, 1205 Genève, Good Sturzenegger Marlyne, avenue Jules-Crosnier 10, 1206 Genève, Tatti Vanna Maria, rue Albert-Gos 18, 1206 Genève.

Termine per la raccolta delle firme : 19.12.2013.

Questa lista, anche se incompleta, dev'essere rinviate al più presto al comitato d'iniziativa : Pro Fauna, 1200 Ginevra.

Liste e altre informazioni : www.profauna.ch

Sostenete la nostra iniziativa popolare con un'offerta : CP 17-456818-1

Sulla presente lista possono firmare solo aventi diritto di voto al livello federale nel Comune indicato. Chi appoggia la domanda deve firmarla personalmente. Chiunque nell'ambito di una raccolta delle firme si rende colpevole di corruzione attiva o passiva oppure altera il risultato della raccolta delle firme è punibile secondo l'articolo 281 e rispettivamente 282 del Codice penale.

Cantone	N. d'avviamento postale	Comune politico

	Cognome e Nome (di proprio pugno in stampatello)	Data di nascita (giorno/mese/anno)	Indirizzo (via e numero)	Firma autografa	Controllo (lasciare in bianco)
1					
2					
3					

Si attesta che i summenzionati (numero) firmatari dell'iniziativa popolare hanno diritto di voto in materia federale ed esercitano i diritti politici nel Comune indicato. Il funzionario attestatore (firma autografa e qualità ufficiale)

Bollo ufficiale

Luogo :

Data :

Firma :

Qualità ufficiale :

Initiative populaire fédérale

Pour la protection des grands prédateurs (ours, loup et lynx)

**URGENT : Il ne reste plus
que 2 mois pour signer l'initiative !**

Page 11



Seite 21

Unterzeichnen Sie die Eidgenössische Volksinitiative
**Für den Schutz der Grossraubtiere
(Bär, Wolf und Luchs)**

**DRINGEND: Es bleiben nur noch
zwei Monate Zeit, um die Initiative
zu unterzeichnen!**